



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2695
27 mars 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Coronavirus :

Crise sanitaire...

et crise du système

économique



SERGE D'IGNAZIO

Manifestation des hospitaliers le 14 novembre 2019.

La santé des travailleurs ne doit pas se jouer à la roulette russe !

Pages 11 à 15

La société en crise

- Loi d'urgence sanitaire : tout pour le patronat 3
- Une prise de conscience nécessaire 3
- Il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre 3
- Nationalisations : la bouée de sauvetage des profits 4
- Accord syndicats-patronat : contre l'union sacrée 4
- Grande distribution : derrière la prime 4
- Avec les soignants : la solidarité, c'est aussi politique ! 5
- Coronavirus : le contrôle des travailleurs 5
- Aide à domicile 5
- Hôpitaux de Paris 6
- Pénurie de masques 6
- Ehpad 6
- Tests de dépistage 7
- Recherche 7
- Chloroquine : polémique révélatrice 7
- Guadeloupe et Martinique : réactions de colère 16
- La Réunion : hausses des prix 16

Dans le monde

- Italie : l'essentiel pour les patrons est superflu pour la santé des travailleurs 8
- Union européenne : virus sans frontières, épidémies nationales 8
- Espagne : les capitalistes ne paient rien, les travailleurs paient tout 8
- Réfugiés et Covid-19 : l'Union européenne aide la pandémie 8
- États-Unis : début d'une crise sanitaire et économique sans précédent 9
- Iran : une situation catastrophique 9
- Afrique : le virus de l'impérialisme 10
- Russie : à l'heure du coronavirus 10
- Haïti : chronique d'une hécatombe annoncée 10
- Crise sanitaire et crise économique : les États au secours du système financier 16

Dans les entreprises

- Hôpital de la Croix-Rousse - Lyon 11
- CHI Fitz-James - Clermont 11
- CHS - Cadillac 11
- Renault - Cléon 12
- Technocentre Renault - Guyancourt 12
- PSA - Vesoul 12
- Amazon 13
- Uber Eats et Deliveroo 13
- Courrier des lecteurs : Lidl 13
- Routiers : rien pour les forçats de la route 13
- Airbus Helicopters - Marignane 14
- Air France 14
- Courrier des lecteurs : droit de retrait 14
- ADP - Roissy 15
- Dassault - Argenteuil 15

La santé des travailleurs ne doit pas se jouer à la roulette russe !

Avec le sinistre décompte du nombre de décès et de malades, chacun d'entre nous mesure la gravité de cette épidémie et l'enjeu à respecter les mesures de confinement pour se protéger et protéger les autres.

Cela nécessite des sacrifices, surtout pour les familles ouvrières. Mais le pire est de voir toutes ces précautions anéanties parce que patronat et gouvernement veulent que les affaires continuent.

Le week-end, les travailleurs sont sommés de se cloîtrer, ils sont regardés de travers quand ils se permettent de faire le tour du pâté de maisons avec leurs enfants. Et le lundi, ils doivent prendre les transports, franchir à plusieurs centaines les mêmes tourniquets et se confiner à 50, 100, 200 dans un atelier où ils se partageront les outils, les uns à côté des autres à Airbus, Amazon, La Redoute...

Le gouvernement met en danger la vie de millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens et prend le risque d'affaiblir l'efficacité du confinement général. Pourquoi ? Uniquement pour assurer la continuité des profits de la bourgeoisie !

Parce que ce n'est pas en fabriquant des hélicoptères de combat, des paquebots de croisière ou du rouge à lèvres que nous allons combattre le virus ! Pénicaud a poussé les capitalistes du BTP à redémarrer. Si c'était pour lancer la construction d'hôpitaux de campagne, comme la Chine a su le faire, on comprendrait, mais ce n'est pas le cas !

Faire tourner les entreprises à l'heure où le personnel de santé supplie que nous respections un confinement strict est une décision criminelle. Et cela n'a rien d'inconscient, c'est volontaire et réfléchi : c'est un choix de classe. Depuis le début de l'épidémie, chaque décision gouvernementale est pesée, calculée en fonction des intérêts des capitalistes. Quant à la vie des travailleurs, elle ne compte que pour suer des profits !

Alors, il n'y a pas « d'union nationale » qui tienne ! Il faut que les travailleurs se défendent et refusent de servir plus longtemps de chair à profits pendant que les dirigeants et les actionnaires sont planqués à l'arrière. Il faut obtenir, collectivement, l'arrêt immédiat des entreprises non indispensables à la lutte contre l'épidémie et à la vie sociale.

Et il faut que tous les moyens possibles soient mis à la disposition de la lutte sanitaire. Nous payons aujourd'hui les fermetures d'hôpitaux, les suppressions de lits et de personnel de ces



dernières décennies. Autour de 2011, le ministère de la Santé a décidé d'abandonner le stockage de masques pour économiser 60 malheureux millions d'euros par an. On mesure combien toutes ces économies sont criminelles. Tout cela ne se rattrapera pas.

Mais cela fait plus de deux mois que l'on voit arriver la catastrophe et alors que Macron a mobilisé tout le pays pour mener la guerre sanitaire, les troupes médicales continuent de manquer de masques et de tests ! Les aides à domicile soignent des personnes à risques sans même savoir si elles ne sont pas elles-mêmes porteuses du virus. Que doivent-elles faire ? Croiser les doigts pour ne pas répandre l'épidémie ? Alors oui, le personnel de santé a courageusement répondu à l'appel. Mais il est envoyé au front dans des conditions révoltantes et le paye déjà par plusieurs morts.

Quant à la santé des caissières, des éboueurs, des électriciens, des camionneurs, des conducteurs de bus, des postiers... appelés à assurer les activités essentielles, le gouvernement s'en est moqué jusqu'à ce que les protestations et les droits de retrait se multiplient. Maintenant, il propose à leur employeur de leur verser une prime de 1000 euros. Pour acheter leur santé et celle de leur famille ? C'est grossier !

Les travailleurs qui œuvrent dans les domaines vitaux font la démonstration de leur conscience collective. Mais ils n'ont pas à accepter de jouer à la roulette russe avec leur vie. À l'Assemblée nationale, les micros sont nettoyés après chaque intervenant par les huissiers... eh bien les petites mains indispensables à la vie sociale n'ont pas à être traitées moins bien que les députés et les sénateurs !

Et ceux qui ne travaillent pas n'ont pas à payer le confinement avec leurs journées de congés payés ou de RTT, comme le gouvernement veut le rendre possible avec l'état d'urgence sanitaire.

Cette crise sanitaire est un miroir grossissant des inégalités et du mépris de classe de notre société. Elle jette une lumière crue sur l'incurie de nos gouvernants et sur l'irresponsabilité de notre organisation sociale. Eh bien, faisons aussi en sorte qu'elle soit un électrochoc et qu'elle nourrisse la révolte contre cet ordre social conçu pour que quelques-uns s'enrichissent avec la peau de la grande majorité !

À tous nos amis et camarades,

Dans cette période de confinement, *Lutte ouvrière* fera tout pour continuer à informer de bien des choses que l'on ne trouvera pas dans les moyens d'information officiels, en défendant un point de vue communiste révolutionnaire. Mais il sera de plus en plus difficile non seulement de l'imprimer, mais de l'ache-miner et la faire parvenir à nos abonnés, aux vendeurs de presse et à tous nos amis.

Lutte ouvrière sera en tout cas disponible sur le site internet www.lutte-ouvriere.org à l'onglet journal. Il faut, plus que jamais, continuer à nous lire et à nous faire lire !

Loi d'urgence sanitaire : tout pour le patronat !

Le Parlement a adopté la loi dite d'urgence sanitaire. Tout en parlant d'union nationale contre la pandémie, il lance une nouvelle attaque contre le monde du travail.

Certes, en plus de définir les modalités du report du second tour des élections municipales, elle permet au gouvernement de renforcer le confinement, d'interdire les rassemblements ou les réunions, de restreindre la circulation des personnes. Ce sont les mesures demandées par les médecins pour limiter la propagation du virus.

Mais, sous prétexte de sauver l'économie, la loi autorise aussi les patrons, non seulement à placer plus facilement les salariés en chômage partiel, mais à leur imposer de prendre jusqu'à six jours de congés.

A la dernière minute, le gouvernement a rajouté que cela devait se faire dans le cadre d'un accord de groupe ou d'entreprise. Jusque-là, les employeurs pouvaient modifier les dates de congés d'un salarié à la condition de respecter un délai de quatre

semaines ; ce délai est désormais supprimé. Les patrons pourront également imposer ou modifier les dates des jours de RTT, des repos prévus pour les cadres ou ceux des comptes épargne-temps, sans avoir à s'embarrasser dans ces cas d'un semblant de concertation.

Pire encore, mercredi 25, le gouvernement devait décréter par ordonnance que la semaine de travail pouvait être portée à 60 heures, le travail du dimanche imposé et la période de repos réduite à 9 heures dans les secteurs dits en tension.

Les promoteurs de la loi osent présenter ces dispositions comme un service rendu aux salariés placés en chômage partiel, et donc payés partiellement, puisque la mise en congés d'office leur permettrait de ne pas perdre de salaire. Comme si la plupart des entreprises, et pas seulement



Les ouvrières d'Armor-Lux fabriquent des masques

les plus grandes, n'avaient pas les moyens de maintenir intégralement le salaire des travailleurs placés en inactivité. En fait, la loi permettra surtout aux entreprises d'empêcher les salariés de prendre des vacances au moment où elles voudront relancer leur activité.

Qui décidera quelle activité est nécessaire ou pas à l'économie du pays ? Pour le patronat, tout travail qui rapporte est indispensable.

Et dans les secteurs qui sont réellement nécessaires, l'alimentation par exemple, pourquoi les travailleurs devraient-ils voir leur vie se dégrader alors que les groupes de la grande distribution sont riches et voient même leur chiffre d'affaires exploser en cette période ?

Le gouvernement présente sa loi comme un « effort raisonnable » demandé aux travailleurs mais il n'envisage pas de

demander le moindre effort aux actionnaires des grands groupes, pourtant assis sur un tas d'or, produit de l'exploitation de millions de salariés durant les années précédentes. Les entreprises du Cac 40 prévoient encore milliards de distribuer plus de 54 milliards d'euros à leurs actionnaires. Jusqu'ici, la plupart n'ont même pas décidé d'en suspendre le versement.

Jacques Le Gall

Une prise de conscience nécessaire

Au fil des jours, et parfois des heures, les interventions gouvernementales, l'attitude des différents secteurs du patronat, le mépris de classe et l'arrogance patronale s'affichent sans retenue.

Les mensonges gouvernementaux, le double langage généralisé, provoquent déjà des réactions de la part du corps médical dont certains grands patrons mettent sévèrement en cause Macron et sa politique face au coronavirus, ce qui alimente encore la défiance dans les milieux populaires.

Nombre de travailleurs se posent aujourd'hui des questions et tiennent souvent à exprimer leur colère, voire leur dégoût, de la façon dont on les traite, en mettant leur vie en jeu. Ils enregistrent les mensonges des uns et des autres, et traduisent cela par l'expression : « Eh bien nous, on peut crever ».

Cette contestation se traduit par une abondance de messages sur les réseaux sociaux, sur Internet, où les salariés qui ne se sentent pas de contester dans l'entreprise la politique de leur direction, expriment leur dégoût.

Les réactions publiques restent encore sporadiques, se manifestant sur le terrain défensif du droit de retrait, pour la mise en danger de la vie d'autrui. Cela se traduit dans des centaines d'entreprises par des travailleurs

qui, de façon individuelle ou collective dans une certaine mesure, se servent de ce cadre pour refuser de rester sur des postes où ils se sentent en danger. Parfois, plus exceptionnellement, il peut arriver que ce soit des centaines de travailleurs qui réagissent spontanément par des débrayages pour exiger de rentrer chez eux et d'être payés, par le biais cette fois du chômage partiel.

Mais, peut-être plus significatif encore, les initiatives et les protestations, de quelque nature qu'elles soient, sont parfois initiées par des travailleurs qui n'étaient nullement militants auparavant et qui osent aujourd'hui intervenir en interpellant leurs camarades de travail. C'est de là que pourraient venir un véritable retournement de la situation et une réappropriation de la confiance en soi de la classe ouvrière.

Le mythe de l'État providence, d'un patronat soucieux de l'intérêt général, passe de plus en plus mal, même si certains grands patrons, bien conscients du danger, essaient, un peu, de cacher tout cela par des gestes humanitaires.

Malgré les difficultés qui découlent des différentes situations, il est nécessaire que dans le maximum d'endroits, la parole révolutionnaire s'exprime.

Les travailleurs veulent défendre leur peau bien évidemment. Mais il est nécessaire qu'ils soient conscients des raisons pour lesquelles on en est arrivé là et des perspectives à mettre en avant pour échapper à ce que l'État et le patronat réservent pour l'après-coronavirus. Car le gouvernement annonce sans se gêner qu'il y aura des sacrifices à faire pour remettre en ordre le système du marché et restaurer le profit des entreprises, et qu'il faudra rembourser les centaines de milliards ou plus encore, qui auront été distribués aux grands bourgeois. La crise du coronavirus n'a pas supprimé la lutte de classe. Elle a donné à celle-ci une expression encore plus odieuse. La prise de conscience doit passer par le rejet de tout appel à l'union nationale : elle doit conduire à la compréhension de la nécessité d'exproprier la bourgeoisie et détruire son État. Ces idées doivent pénétrer de nouveau dans la tête et le cœur du maximum de travailleurs.

Paul Sorel



Quelle est la priorité ?

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre

Avant d'être directeur général de la Santé et donc de gérer la crise du coronavirus, Jérôme Salomon a été le conseiller santé de Macron avant l'élection présidentielle de 2017.

Les notes que Salomon envoyait au candidat, mails révélés dans les Macronleaks, montrent que ces dirigeants connaissaient bien l'état déplorable des hôpitaux publics. En septembre 2016, il écrivait « que la France n'est pas prête à un afflux de plus de 300 patients en urgence absolue ». En janvier 2017, il alertait sur les « solutions hydroalcooliques, port du masque par les malades, généralisé en Asie et quasi inconnu en France ! » Puis il mettait en garde : « L'hôpital, déjà

en crise, est désormais en tension, car il ne dispose d'aucune élasticité pour absorber des variations d'activité. (...) On peut déjà anticiper un coût humain important et pourtant évitable. » Et il ne s'agissait là que de la grippe saisonnière, banale, connue, pour laquelle il existe chaque année un vaccin.

Au pouvoir, Macron et son équipe ont continué à désinvestir dans la santé publique. Préparant sciemment la catastrophe...

Lucien Déroit

Nationalisations : la bouée de sauvetage des profits

D'une seule voix, le président de la République et celui du Medef, l'organisation patronale, les ministres et les économistes de tout poil envisagent de nationaliser les « fleurons » des entreprises françaises pour, disent-ils, les sauver de la faillite.

Les mêmes qui n'avaient cessé de privatiser tout ce qui leur semble rentable, du Loto à la dette des hôpitaux, des cantines scolaires aux arsenaux maritimes, proposent désormais que l'État prenne le contrôle financier provisoire des grands groupes privés qui le demanderaient. Ces groupes qui ont vu le cours de leurs

actions s'effondrer seraient des proies faciles pour des prédateurs financiers, voire risqueraient la faillite pure et simple. Personne, et surtout pas les premiers intéressés, n'envisage que ce soit les actionnaires qui volent au secours de leurs vaches à lait. L'argent ne circule que dans un seul sens, des entreprises vers les coffres

des familles bourgeoises. Ce serait donc à l'État de les sauver.

Si certains groupes comme PSA et Renault ne demandent pour l'instant que des aides financières, d'autres envisagent que la puissance publique intervienne dans leurs affaires, voire en prenne le contrôle si besoin. Il s'agit au moins de sauver les profits futurs, quitte à dire vivent les nationalisations!

En revanche lorsqu'il s'agit de défendre la population contre l'épidémie, nul ne propose d'empiéter

sur le droit de propriété. Il n'est envisagé aucune nationalisation, ne serait-ce que temporaire, des cliniques privées, des laboratoires pharmaceutiques et de tout ce qui devrait être l'arsenal de la lutte anticoronavirus.

Il n'est pas question non plus de centraliser, et de donc de nationaliser, la production, le conditionnement, l'acheminement et la distribution de nourriture et de denrées de première nécessité. Tout cela est laissé à l'initiative privée, donc en fonction du profit escompté.

Ainsi le gouvernement est prêt à nationaliser Air France pour sauver les actionnaires de la filiale. Mais il n'a même pas songé à réquisitionner et à contraindre les quelques entreprises qui auraient pu, il y a deux mois, fabriquer les masques et le gel en quantité suffisante.

Cela ne révèle pas son incompétence, comme le disent ses concurrents politiques, mais ses choix sociaux et celui de l'État tout entier.

Paul Galois

Accord syndicats-patronat : contre l'union sacrée, appliquer les gestes barrières

Le 19 mars, cinq directions de centrales syndicales, dont la CGT, FO et la CFDT, ont signé une déclaration commune à propos de la lutte contre le Covid-19 avec trois organisations patronales, dont le Medef.

Elles en appellent à l'union de tous alors que chaque jour apporte la preuve de l'irresponsabilité de l'ensemble des capitalistes du Cac40 et de la majorité des grandes entreprises qui font passer leurs profits avant la santé des travailleurs.

Dans cette déclaration, les signataires appellent « les pouvoirs publics et les entreprises à mettre en œuvre tous les moyens indispensables à la protection de la santé et de la sécurité des salariés devant travailler ». C'est passer sous silence le fait que dans de très nombreuses entreprises, les travailleurs ont dû se battre pour obtenir des moyens de se protéger, pour arrêter les travaux inutiles, pour ne pas rester coincés ensemble dans des locaux trop exigus. On a vu les ouvriers

des chantiers de Saint-Nazaire débrayer pour arrêter de fabriquer des paquebots de luxe en pleine crise sanitaire, ou ceux d'Amazon faire grève contre les conditions de travail. Même dans les transports collectifs relevant des pouvoirs publics, il a fallu se battre pour obtenir quelques mesures de précaution.

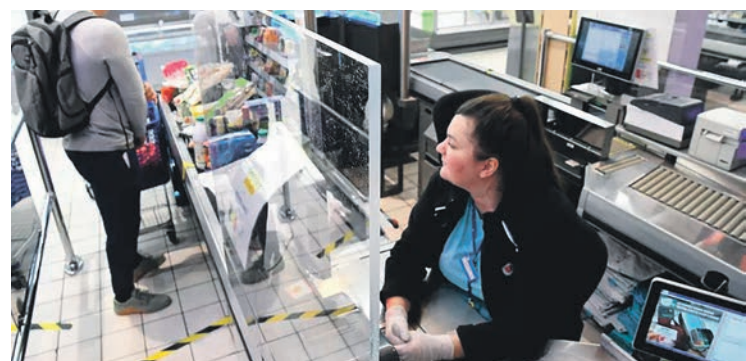
Alors, venir maintenant parler de l'intérêt commun des capitalistes et des salariés, c'est mentir scandaleusement. C'est toujours pour faire avaler des sacrifices aux travailleurs qu'on met en avant l'union sacrée et l'intérêt général, pendant que, comme en temps de guerre en effet, les planqués de l'arrière continuent à se gaver à leurs dépens.

Dans le texte, les représentants du Medef saluent « l'engagement des agents

des services publics et des salariés particulièrement indispensables, à commencer bien évidemment en matière de santé, mais également de continuité d'approvisionnement », alors qu'il y a quelques semaines, ces mêmes représentants se relayaient sur les chaînes de télévision pour insulter ces mêmes agents du service public en les traitant de privilégiés ou de fainéants. Signer ce texte comme l'ont fait les directions syndicales revient à passer l'éponge comme si cela n'avait pas existé.

Cette caution donnée à l'attitude patronale n'engage que ceux qui passent leur vie dans les salons de négociations. Pour l'ensemble des travailleurs, il faudra la conscience que l'avidité capitaliste mène à la catastrophe et que l'avenir appartient à un monde débarrassé des profiteurs et contrôlé par les producteurs.

Marion Ajar



MAXPPP - JEAN-MICHEL MART

Grande distribution : derrière la prime, la réalité

Après avoir résisté très fortement à verser la prime gilet jaune en 2019 et annoncé une prime de 200 euros, le PDG d'Auchan a pris cette fois-ci les devants et coiffé au poteau le PDG de Carrefour, en annonçant une prime de 1 000 euros net pour l'ensemble des salariés des magasins et des entrepôts.

Le PDG oublie toutefois de préciser dans la lettre qu'il a adressée aux salariés et par voie de presse que la prime sera versée dans le cadre de l'accord d'intéressement de l'entreprise. Elle devrait donc être déduite de la prime d'intéressement que les salariés touchent, ou pas, en fonction des résultats de l'entreprise. L'opération de communication est donc aussi un tour de passe-passe.

Bien sûr, pour les salariés d'Auchan, comme pour ceux de Carrefour et d'autres enseignes, une prime est toujours bienvenue. Mais cela ne leur fera pas oublier ces journées où on leur a demandé de travailler comme d'habitude, et même pire, sans protection aucune : sans masque, sans produit hydroalcoolique, avec la contrainte de manipuler à main nue des produits et du matériel potentiellement contaminés et en étant en contact permanent et rapproché avec la clientèle, en particulier aux caisses.

La prime ne leur fera pas non plus oublier que, dans l'industrie, le transport ou la distribution, les patrons profitent de cette crise du coronavirus pour imposer aux salariés ce qu'ils n'ont pas osé ou réussi à faire avec les lois El Khomri et Macron.

C'est ainsi que les industriels de l'agroalimentaire ont obtenu de faire travailler un jour supplémentaire par semaine. Les transporteurs font depuis peu tourner leurs camions sept jours sur sept, 24 heures sur 24, samedis et dimanches compris. Et dans la grande distribution, les heures supplémentaires, les heures supplémentaires plus tôt le matin et plus tard la nuit ont été assouplies. Et tout cela sans l'embauche du personnel nécessaire.

Mais c'est avec la sueur et la peau des travailleurs que les patrons, avec le soutien du gouvernement, font la guerre. Tout en étant protégés à l'arrière, et en engrangeant des profits exceptionnels.

Philippe Logier



Débrayage chez Amazon, à Saran (Loiret)

Avec les soignants : la solidarité, c'est aussi politique !

Devant l'étendue de la pandémie, le nombre de décès en hausse et de personnes touchées, le rôle primordial des soignants apparaît comme une telle évidence que, dans les villes, la reconnaissance s'exprime chaque soir à 20 heures par des applaudissements, des bravos et des mercis venus des fenêtres et des balcons.

L'implication totale de ceux qui, souvent déjà épuisés avant que ne se répande la maladie due au virus, doivent se démultiplier au risque de leur santé, voire de leur vie, force le respect, au-delà de l'empathie. Tout naturellement, les gestes exprimant cela se multiplient. Petits gestes utiles, comme celui des esthéticiennes qui livrent leur stock de gants et peignoirs jetables aux professionnels de santé, vrais coups de main pour leur rendre la tâche plus aisée, leur proposant logements gratuits en ville, gardes d'enfants, soins réconfortants, ou simplement pizzas, sandwiches et gâteaux...

Ce sentiment de solidarité de la population travailleuse avec les soignants s'est exprimé déjà à de multiples reprises lors des manifestations organisées contre la loi El Khomri, la loi Travail et surtout contre la réforme des retraites. L'approbation du monde du travail leur était acquise, lors des luttes menées contre leurs conditions de travail intolérables dans les Ehpad ou les hôpitaux psychiatriques. Elle l'était aussi lors de la manifestation parisienne massive de la Santé du 14 novembre dernier.

Mais leurs revendications, leurs exigences se heurtent à des choix



budgétaires gouvernementaux, et pas seulement à ceux du pouvoir macroniste. Entre 2003 et 2017, 69 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés, comme le dénonçaient en novembre le collectif inter-urgences et le collectif inter-hôpitaux. Le budget de l'hôpital public a perdu en dix ans 8,4 milliards d'euros, comme le calculait au même moment le Syndicat national des professionnels infirmiers.

Ces choix budgétaires sont des choix politiques. Les gouvernants

successifs, au service des intérêts des financiers, des banques, des capitalistes, les ont assumés et continuent de les assumer avec plus ou moins d'aplomb, plus ou moins d'arrogance, en fonction de l'urgence des besoins... de ceux qui dictent les ordres.

Prendre pendant des années sur les services publics indispensables à la population, et surtout au monde du travail, est un pillage irresponsable. Il se traduit maintenant par un service de santé aux abois,

des soignants en nombre très insuffisant, sans assez de lits d'hospitalisation, de masques, de tenues, de gel hydroalcoolique...

Alors la solidarité ne doit pas se borner aux applaudissements, elle doit devenir politique. Ceux qui produisent toutes les richesses et font fonctionner l'économie doivent montrer leur colère face à ces choix, opposer une force consciente à celles de la finance et du grand patronat, infectés par le virus du profit.

Viviane Lafont

Coronavirus : l'indispensable contrôle des travailleurs

« Il faut que la vie économique continue », ne cesse de marteler le gouvernement. Il met en avant la nécessité de faire fonctionner toute une chaîne permettant d'assurer les services essentiels, et en premier lieu la santé et l'alimentation.



les patrons feront ce qu'il faut !

Le ministre de la Santé, Olivier Véran, déclarait ainsi à la télévision: « S'il n'y a pas de frigos, il n'y a pas de médicaments. » Il justifiait la nécessité de reprendre le travail dans le secteur du bâtiment et des travaux publics en affirmant: « Si on n'entretient pas les routes, les canalisations, tout s'effondre. » Et de conclure pour

tenter d'expliquer que l'on soit obligé d'aller travailler par centaines dans les usines, alors que l'on ne peut plus rencontrer ses amis ou sa famille: « Il y a des choses qui sont du domaine de l'indispensable et d'autres du sacrifice personnel. »

Tout le problème est de savoir qui détermine ce qui appartient à l'un ou l'autre

domaine. Pour ce qui est de la vie personnelle, on le sait en détail et le gouvernement le fait respecter par sa police. Mais pour ce qu'Olivier Véran qualifie d'indispensable, lui-même affirme: « Établir une liste serait trop long. » Le choix est donc laissé à la libre disposition des patrons.

On a pu voir depuis le début de l'épidémie selon quels critères ceux-ci tranchaient. Ils n'ont pas hésité à entasser des centaines de travailleurs pour continuer à fabriquer des moteurs d'avions de chasse, des pièces d'automobiles, des pneus d'avions de guerre pour honorer des commandes, des cartes

électroniques ou bien d'autres produits. Les patrons ne se sont souciés ni des risques qu'ils faisaient courir à leurs travailleurs, ni du fait qu'en agissant ainsi ils ruinaient les efforts du personnel soignant qui ne cesse de clamer: « Restez chez vous! »

Il n'y a pas à s'en étonner: pour le patronat, la seule chose indispensable c'est de faire du profit. Les seuls qui pourraient faire un choix honnête entre ce qui est indispensable pour la société et ce qui relève seulement de l'appétit capitaliste, ce sont les travailleurs eux-mêmes. Ce sont eux qui doivent contrôler

l'économie. On verrait alors que les travailleurs seraient prêts à faire face pour combattre l'épidémie. Comme le montre le personnel soignant, dans son domaine, les ressources de dévouement ne manquent pas dans la population quand il s'agit de combattre l'épidémie. Mais elles n'ont pas à être gaspillées pour sauver les profits de quelques-uns.

Comme toutes les catastrophes, l'épidémie de coronavirus montre combien le système capitaliste est impuissant et dangereux, et la nécessité de la prise en main de l'appareil productif par les travailleurs.

Daniel Mescla

Aide à domicile : vitale... mais pas prioritaire

Depuis le début de l'épidémie, les aides à domicile doivent continuer à travailler, faire les courses, ou encore la toilette pour des personnes à risque, âgées ou très handicapées.

On compte près de 35 000 organismes d'aides à la personne, regroupant 1,4 million de salariés et s'adressant à 2,7 millions de personnes, selon des chiffres datant de 2014.

Ces travailleuses ne

savent pas si elles sont elles-mêmes porteuses du virus, ce qui peut être fatal pour celles et ceux auprès desquels elle intervient, et elles prennent elles-mêmes des risques. Or, elles ne disposent souvent d'aucun matériel, pas de masque, et pas même de gel hydroalcoolique. À Rennes, les tenues du personnel d'une association d'aides et de soins à domicile ne sont plus nettoyées,

car les navettes avec le service de lingerie ont été supprimées. La direction a donc demandé au personnel de s'en charger, sans aucune compensation financière, ni même de protocole de lavage. De tels exemples sont nombreux.

L'aide à domicile est pourtant vitale pour toutes les personnes âgées ou très handicapées qui ne peuvent se déplacer.

Aline Rétesse

Hôpitaux de Paris : les digues vont-elles tenir ?

Tous les hôpitaux de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) se transforment en prévision du déferlement des malades du Covid-19. Jusqu'en début de semaine, la situation n'avait pas le niveau de gravité atteint dans l'Est ou l'Oise. Mais le personnel vit dans l'appréhension de l'arrivée du pic de l'épidémie.

Une grande partie des soignantes de consultation sont déplacées en salle. Certaines sont transférées pour l'instant dans un service qui n'est pas dédié au Covid-19. À l'hôpital Saint-Antoine, elles sont déplacées, non seulement pour aller en service dédié, mais aussi en psychiatrie ou en pneumologie. Sous couvert de préparer l'arrivée du virus, l'administration utilise le personnel comme bouche-trou, seulement un peu plus qu'auparavant.

Le personnel a aussi le renfort d'élèves en stage qui font fonction d'aides-soignantes.

La situation évolue rapidement : à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, dans les services infectieux et en

pneumologie, elle était très dure, et dans les services voisins, qui ont beaucoup diminué leur activité, elle restait tranquille, au moment où nous écrivons. Mais partout régnait l'inquiétude que cette situation se dégrade rapidement.

Le personnel est rapidement formé à mettre l'équipement. À Saint-Antoine, dans certains services, quand il demande à être formé sur les respirateurs, il arrive que certains cadres supérieurs répondent : « *Ce n'est pas nécessaire, il y aura assez de respirateurs dans les réanimations d'autres hôpitaux* » !

Après avoir fermé des lits partout, l'AP-HP ne sait plus où en trouver pour accueillir les malades Covid-19.

On enrage de penser à ce qui serait arrivé si elle était parvenue à fermer Bichat et Beaujon, son projet depuis des années. Dans ces hôpitaux aujourd'hui, elle est à l'affût de la moindre unité disponible. Seuls certains services n'ayant pas une aération correcte ne sont pas transformés.

Pour le moment, l'AP-HP compte encore plus de lits disponibles que de malades infectés. Les premiers jours de la semaine ont été occupés par les déménagements de services, parfois dans une grande confusion. À la Salpêtrière, cela se remplit déjà très vite. Les médecins font déjà des salles pour « personnes âgées pas réanimables » et des salles pour « plus jeunes ». Ça dit l'ambiance !

De plus, bien sûr, le report de nombreuses hospitalisations et opérations posera un problème, lorsqu'au fil des jours elles deviendront urgentes.

Tout est calculé au plus



SERGE D'IGNAZIO

juste. Dans les services dédiés au Covid-19, les masques et le gel ne manquent pas. Mais partout ailleurs, le personnel n'a droit en général qu'à deux masques par jour. Tant pis si l'horaire est de dix heures, alors qu'un masque n'est efficace que durant quatre heures.

Cette dotation minimum ne va pas toujours sans contestation. À Beaujon, la surveillante d'un service (non dédié au Covid-19) refusait d'attribuer des masques, appuyée par l'infirmière hygiéniste. Il a fallu que les syndicats envoient un mail à la direction, tandis que le personnel invoquait son droit de retrait, pour que les soignants

obtiennent les masques. À Saint-Antoine, c'était même un masque par jour.

De nombreux soignants, personnel non médical comme personnel médical, sont déjà infectés par le coronavirus. Qu'est-ce que cela sera lorsque le pic de l'épidémie sera atteint ?

On peut être sûr que cet épisode de crise sanitaire ne s'effacera pas des mémoires lorsqu'il sera surmonté. D'ores et déjà, les travailleurs du secteur ont une lourde addition à présenter au gouvernement et aux financiers responsables de l'état précaire du service public hospitalier. Qu'ils craignent leur colère !

Correspondant LO

Pénurie de masques : des économies criminelles

Le personnel des hôpitaux et des Ehpad, les médecins de ville, les aides à domicile, et tous les salariés qui continuent à travailler en contact avec le public, comme les employés du nettoyage ou les caissières de supermarchés, dénoncent le manque de masques pour se protéger et protéger les autres de la contagion.

Interpellé à l'Assemblée nationale le 19 mars, le ministre de la Santé, Olivier Véran, a expliqué : « *Il avait été décidé, suite aux crises sanitaires précédentes – je remonte pour cela à 2011 et 2013 – qu'il n'y avait plus lieu de conserver des stocks massifs de masques dans le territoire.* » Autrement dit, c'est la faute de mes prédécesseurs !

Mis en cause, Xavier Bertrand, ministre de la Santé sous Sarkozy jusqu'en 2012, a répondu en déclarant : « *La doctrine sur les stocks a changé en 2013* ». Selon lui, c'est le gouvernement socialiste de Jean-Marc Ayrault qui aurait décidé alors de ne pas renouveler les stocks d'État, soit à l'époque 1,4 milliard de masques, partagés entre

Financement : il a fallu faire un choix



masques FFP2, plus protecteurs face aux maladies respiratoires, et masques chirurgicaux. Ces stocks ayant été jugés trop coûteux, l'État s'est déchargé de cette responsabilité, ainsi que de la dépense qu'elle entraîne, sur les employeurs, publics ou privés. Mais loin de donner aux hôpitaux les moyens de constituer des stocks, les budgets publics ont continué à diminuer.

Tous ceux qui ont été ministres de la Santé ces dernières années peuvent d'autant plus facilement se renvoyer la balle qu'ils ont tous mené la même politique, guidée par la même volonté de réaliser des économies budgétaires au détriment du système de soins.

Le gouvernement actuel

a continué à organiser la pénurie budgétaire à l'hôpital, en faisant la sourde oreille face aux mobilisations des personnels hospitaliers depuis plus d'un an. Et depuis que l'arrivée de l'épidémie est prévisible, il n'a rien organisé pour fournir le matériel de protection nécessaire.

Si quelques entreprises ont offert leurs stocks de masques à des hôpitaux ou des médecins de leur région, d'autres continuent à les utiliser pour des activités qui n'ont rien de vital, alors que les personnels de santé en manquent. En laissant les capitalistes libres de décider, on est sûr que la santé sera sacrifiée à la logique du profit.

Hélène Comte

Ehpad : un abandon monstrueux

Dans une résidence pour personnes âgées du sud des Vosges qui compte 163 lits, une vingtaine de résidents sont morts. De nombreux employés sont eux-mêmes malades. D'autres établissements connaissent des situations dramatiques semblables. Ce ne sont malheureusement que quelques exemples de ce qui risque de se produire partout où l'épidémie se répand.

Aujourd'hui, dans un nombre de 7000 Ehpad du pays, le personnel peu nombreux ne dispose souvent pas de masques ou de gel hydroalcoolique et risque bien de transmettre le virus d'une personne fragile à une autre. Macron dans son discours du 16 mars a parlé de protéger les personnes vulnérables mais c'est tout le contraire qui est fait. Des gériatres ont estimé qu'il faudrait 500 000 masques par jour dans ce secteur et le ministre de la Santé a promis qu'il les fournirait quand il y aurait des personnes symptomatiques, c'est-à-dire trop tard.

La situation des Ehpad était bien souvent lamentable, même avant l'épidémie. Une grande partie est

privée. Leurs propriétaires font des profits considérables au prix d'un manque de personnel et de conditions médiocres pour les pensionnaires. La situation n'est pas meilleure dans les structures publiques qui ont toutes été soumises aux économies et à l'austérité.

Le personnel, débordé en temps normal, va devoir gérer sans matériel la situation comme il pourra. On va au devant de milliers de victimes. La responsabilité est partagée entre le gouvernement et les propriétaires de ces Ehpad. Seules les bonnes volontés et l'énergie du personnel, des familles et des voisins ont pu quelques temps limiter les dégâts.

Jean Pollus

Tests de dépistage : le gouvernement testé positif au mensonge

« Nous avons un message simple à tous les pays : testez, testez, testez les gens ! Vous ne pouvez pas combattre un incendie les yeux bandés », voilà ce que demandait le 16 mars le patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Par contre, il n'est pas besoin de tester le gouvernement français ! Il ment comme un arracheur de dents, comme pour les masques, en affirmant dans un premier temps que les tests de dépistage étaient inutiles, faisant de pauvreté vertu.

Le président du Conseil scientifique sur le Covid-19, Jean-François Delfraysy, expliquait le 20 mars : « Aujourd'hui, nous avons la capacité de faire passer 5 000 à 8 000 tests par jour, mais pas davantage », ce qui est dérisoire face à l'épidémie. Il ajoutait que ces



Des tests de dépistage.

tests nécessitent « un certain nombre de produits dont une partie nous vient de Chine et des États-Unis, [et qui] n'arrivent plus en nombre suffisant ».

Ainsi fonctionne la production industrielle en régime capitaliste ! Les fournisseurs de réactifs et d'appareils de laboratoires sont de très grosses entreprises comme Roche, Abbott, Siemens, General Electric, Bio Mériex etc., souvent issues de l'industrie pharmaceutique. Leur unique souci étant de dégager de l'argent,

ils ont organisé la production d'une part en la concentrant, et d'autre part en produisant là où ils gagnent le plus. C'est ce qui explique que les réactifs viennent des quatre coins du monde, tout comme les masques !

De plus, et pour les mêmes raisons, au fil des ans, ces fournisseurs ont fabriqué des systèmes fermés de dépistage tels que les laboratoires d'analyses médicales sont pieds et poings liés avec le fabricant qui leur fournit les réactifs et les appareillages. Par exemple, le test

rapide que Roche va fournir ne fonctionne qu'à condition de disposer d'un appareil Cobas de la même marque.

Pénurie de masques, pénurie de tests, pénurie de respirateurs, pénurie de lits, de médecins, d'infirmières... l'épidémie de coronavirus est un révélateur d'une économie qui ne fonctionne pas pour satisfaire les besoins de la société mais pour enrichir ceux qui détiennent les moyens de produire.

Étienne Hourdin

Recherche : faites ce que je dis, pas ce que j'ai fait

« La crise du Covid-19 nous rappelle le caractère vital de la recherche scientifique et la nécessité d'investir massivement pour le long terme. J'ai décidé d'augmenter de 5 milliards d'euros notre effort de recherche, effort inédit depuis la période de l'après-guerre », a déclaré Macron en rendant visite à l'institut Pasteur à Paris, le 19 mars. C'est de l'esbrouffe.

La nécessité de trouver à court terme un traitement et à moyen terme un vaccin met en effet la recherche médicale sous pression de résultats dans la course de vitesse contre le coronavirus. Mais s'il y a une nécessité de financements à long terme, l'État a fait l'inverse ces dernières années : la disette budgétaire a affaibli les laboratoires de la recherche publique. Avec comme conséquences de gâcher l'énergie des scientifiques dans une incessante recherche de crédits, ainsi que d'empêcher nombre d'étudiants de devenir chercheurs par manque de recrutement.

Alors cinq milliards, ça paraît beaucoup. Mais cette somme sera étalée sur dix ans et elle ne permettra même pas de consacrer

1 % du PIB à la recherche publique, qui est pourtant un des objectifs de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche en discussion avant la crise du coronavirus. Dans cette loi, le gouvernement prévoit d'ailleurs que le budget pour la recherche au sein des entreprises privées, notamment le crédit impôt-recherche, atteigne le double, soit 2 % du PIB, ce qui est autant de moins consacré à la recherche fondamentale.

La recherche comme l'hôpital public ont été désorganisés par la politique propatronale des gouvernements. Sonner la mobilisation générale au dernier moment ne rattrapera pas le temps perdu.

Lucien Déroit

Chloroquine : polémique révélatrice

Au-delà de la recherche d'un vaccin, une polémique féroce s'est développée au sujet de l'utilisation contre le Covid-19 de médicaments anciens comme la chloroquine, un médicament largement utilisé contre le paludisme et des maladies rhumatismales et dont les effets secondaires sont bien connus, notamment dans le domaine cardiaque.

À l'annonce par le professeur Raoult de Marseille qu'il avait traité 24 patients avec la chloroquine et obtenu des résultats chez 75 % d'entre eux, Trump s'appuyant sur des résultats similaires aux États-Unis s'est fait le défenseur de ce médicament. Il a fait pression sur les autorités de santé américaines (la FDA) pour l'autoriser chez les malades. Il a déjà obtenu que des industriels acceptent de donner gratuitement la chloroquine à des médecins et des hôpitaux. Pour le moment la FDA s'y est refusée, demandant un essai avec plus de malades et en comparaison avec un groupe placebo, ce qui est le minimum pour un essai clinique scientifique. L'OMS a adopté la même attitude refusant, sans nommer la chloroquine, l'utilisation de médicaments dans des indications nouvelles sans des preuves basées sur de telles études scientifiques.

En France, le ministre de la Santé a annoncé samedi 21 mars que ce traitement allait être expérimenté à l'échelle européenne dans au moins sept pays. L'essai nommé Discovery concernera 3 200 patients en

Europe, dont 800 en France, et comparera quatre traitements, dont la chloroquine, en association avec un antibiotique bien connu lui aussi pour les infections respiratoires, l'azithromycine. Les résultats sont attendus dans deux semaines.

Devant la montée de la polémique et le soutien apporté au professeur Raoult par plusieurs de ses confrères, chefs de service en infectiologie ou urgentistes connus, le ministre de la Santé a annoncé le 23 mars que la chloroquine pourrait être proposée à l'hôpital dans des conditions de surveillance optimales à des malades gravement atteints. Pour certains médecins, c'est largement insuffisant et il faudrait prescrire les deux médicaments bien plus largement, invoquant qu'à situation exceptionnelle il faut utiliser des moyens exceptionnels sans attendre les résultats des études. Certains d'ailleurs déclarent déjà utiliser la chloroquine sans attendre.

Pour d'autres urgentistes et infectiologues, c'est la position de l'OMS qui doit être recommandée et la prudence doit rester de mise

avant toute confirmation scientifique de l'efficacité de la chloroquine. Devant cette polémique médiatique et médicale sur ce produit supposé miracle, le risque est déjà là, que dénoncent des médecins généralistes, de voir les demandes d'ordonnance de chloroquine exploser. La prudence élémentaire serait donc, avant le résultat des études cliniques, de réserver ce traitement aux hôpitaux. Mais pour empêcher un « rush » sur la chloroquine, il a déjà fallu en interdire la vente dans les pharmacies depuis le 19 mars, pour éviter qu'elle ne soit utilisée en automédication, remède qui pourrait être pire que le mal.

Et immédiatement on a vu sur les réseaux sociaux des vidéos protestant contre ce retrait de la vente avec des relents de « complotisme », accusant des décideurs qui ne veulent pas d'un médicament censé être efficace mais qui ne coûte que quelques centimes d'euros le comprimé.

L'avenir dira si la chloroquine est le médicament qui permettrait de traiter les formes graves ou même bénignes de la maladie ou si ce sera une autre molécule de l'étude Discovery. Mais ce sont les résultats et les faits scientifiquement démontrés qui doivent permettre de choisir.

Cédric Duval



Dans une manifestation de la Fonction publique en 2017.

Italie : l'essentiel pour les patrons est superflu pour la santé des travailleurs

Il aura fallu dépasser les 6 000 morts pour que le gouvernement Conte se décide à décréter, le 23 mars, la fermeture des entreprises non essentielles dans toute l'Italie.

Exigée par de nombreux travailleurs lors de grèves et débrayages spontanés qui s'étaient succédé la semaine précédente, l'annonce de l'arrêt de la production et de la fermeture des entreprises arrive bien tard. Beaucoup ont d'ailleurs souligné que les chiffres catastrophiques de contamination et de décès en Lombardie sont aussi liés au fait que dans cette région, l'une des plus industrielles du pays, des dizaines de milliers de travailleurs ont continué à se retrouver dans la promiscuité des transports, des vestiaires, des ateliers et des bureaux pendant des semaines. À Bergame, alors qu'on faisait appel à l'armée pour évacuer les cercueils

trop nombreux, des entreprises non essentielles tentaient encore de maintenir la production.

Lors des discussions entre gouvernement, dirigeants syndicaux et représentants patronaux, ces derniers ont poussé des hauts cris à l'idée qu'on puisse leur imposer de fermer si cela ne leur convenait pas. Des cris que le gouvernement s'est empressé de prendre en compte en publiant une « liste des activités indispensables » assez vaste pour satisfaire de nombreux secteurs patronaux.

Ainsi, les industries liées à la fabrication du caoutchouc, la plasturgie, les verreries, mais aussi des usines chimiques ou métallurgiques

y figurent. Au prétexte que l'activité de certaines – une usine produisant des emballages plastiques par exemple, ou une autre des blouses médicales – est effectivement indispensable, c'est tout le secteur qui est déclaré tel.

Devant cette liste à rallonge et aux contours plus que flous, les directions syndicales – pourtant bien modérées – ont protesté et les unions régionales de la métallurgie et de la chimie lombarde ont annoncé une journée de grève le 25 mars pour exiger que l'arrêt des activités non indispensables en soit vraiment un !

Il est sûr que pour défendre leur peau et la santé de toute la population, les travailleurs devront continuer à se faire entendre.

Nadia Cantale

Espagne : les capitalistes ne paient rien, les travailleurs paient tout

Les mesures approuvées par le gouvernement espagnol pour combattre la crise du Coronavirus se chiffreront à 200 milliards d'euros. 117 milliards proviendront de l'argent public, tandis que la provenance du reste est une inconnue.

Il s'agit d'investir d'un coup 20 % du PIB du pays. Sur ce montant, seuls 17 milliards d'euros sont destinés aux dépenses directes pour les « secteurs fragiles », c'est-à-dire les indemnités de chômage et les allocations sociales, tandis que les 100 milliards d'euros vont constituer des garanties pour fournir des liquidités aux entreprises.

Le Premier ministre Pedro Sánchez a prononcé de belles paroles de solidarité, mais qu'y-a-t-il derrière ? Ces mesures sont une bouée de

sauvetage provisoire et dissimulent un dur avenir pour les classes laborieuses.

Durant la crise précédente, ce sont elles qui ont sauvé les banques et les entreprises, par le biais des 100 milliards de garanties bancaires, dont 60 milliards n'ont jamais été remboursés. On demande aujourd'hui à la population de faire preuve de solidarité, tandis que des entreprises, des banques, de la grande bourgeoisie et de sa fortune, rien ou presque n'est exigé pour payer la crise. L'histoire se répète et les mêmes sont appelés à se

sacrifier.

En fait de solidarité, il n'est pas question de toucher aux bénéfices de la bourgeoisie et des grandes fortunes – comme celle du roi. En même temps, celles-ci maintiennent au quotidien leur dictature patronale : elles obligent de nombreux travailleurs à aller au travail, les exposant au virus sans protection adéquate.

Les travailleurs sont la seule classe qui pourrait opposer à ce chaos capitaliste une société plus juste et égalitaire. Les moyens de production, de distribution et le système financier doivent être placés sous le contrôle des travailleurs et de la société, et cela s'appelle le socialisme.

**Correspondant
Voz Obrera**

Union européenne : virus sans frontière, épidémies nationales

En fait d'entraide, les différents États qui composent l'Union européenne donnent surtout le spectacle du chacun pour soi. Ils ont, les uns après les autres, fermé leurs frontières en décrétant l'urgence nationale et sont même allés jusqu'à interdire les exportations de matériel médical vers les pays les plus touchés.

Les plus puissants d'entre eux, l'Allemagne et la France notamment, ont décidé seuls de leur politique sanitaire, économique et commerciale. Chacun a agi à son heure et pour ses raisons, sans consulter les autres ni même une quelconque instance européenne. Les autorités de Prague ont même cru bon de saisir dans un avion chinois une cargaison de matériel médical en transit, destinée à l'Italie. Devant le tollé, le gouvernement tchèque a fini par en restituer... une petite partie.

Face à la crise sanitaire, l'Union européenne se révèle encore une fois une fiction politique, un attelage bancal d'États défendant chacun leurs prérogatives. Pourtant il y a un point sur lequel les autorités européennes ont joué leur rôle : celui de l'aide apportée aux plus grands trusts, ceux pour qui l'Union a été construite. Non seulement la BCE a promis 750 milliards d'euros de garantie aux marchés financiers, mais la

Commission a autorisé chacun des États membres à dépenser sans limite pour tenter d'éviter leur effondrement.

Mais, malgré les soubresauts financiers, malgré la catastrophe sanitaire, l'Union européenne a poursuivi son labeur. Lundi 23 mars, l'accord permettant la mise en chantier du blindé européen a été finalisé et un milliard d'euros pour financer études et prototypes a été annoncé. Face à la concurrence américaine, il faut en effet des investissements et des amortissements à l'échelle de l'Europe pour espérer fabriquer et vendre à l'exportation du matériel militaire compétitif. Ainsi blindés, frégates et avions de guerre sont-ils désormais programmés à l'échelle européenne. Ce type d'accord, fruit d'un compromis entre les différentes puissances et leurs marchands de canons nationaux, est peut-être la seule chose que l'Europe capitaliste réussit encore à faire.

Paul Galois



Contrôle de police à la frontière franco-allemande.

Réfugiés et Covid-19 : l'Union européenne aide la pandémie

Dans les jours précédant l'entrée en vigueur, lundi 23 mars, de la mesure de confinement général, le gouvernement grec avait décidé de restreindre les déplacements dans les camps de réfugiés des îles de la mer Égée pendant au minimum quinze jours pour lutter contre la diffusion de l'épidémie de coronavirus.

Ces mesures ne peuvent qu'aggraver la situation des 42 000 migrants dispersés sur cinq îles à proximité de la Turquie, déjà condamnés à vivre dans de véritables prisons à ciel ouvert.

Le camp de Moria, sur l'île

de Lesbos, est le plus important. Placé sous le contrôle de la police et de l'armée, interdit aux journalistes, évacué des ONG, il concentrerait près de 20 000 personnes, entassées bien au-delà des limites de l'enceinte du camp

militaire où il s'était ouvert en 2013.

Les conditions de vie du camp sont bien sûr un terrain favorable pour la propagation du virus. Un témoin raconte qu'à certains endroits il n'y a qu'un seul point d'eau pour 1 300 personnes et pas de savon. Des familles de cinq à six personnes dorment dans des espaces ne dépassant pas 3 mètres carrés.

Résultat de la politique de l'Union européenne, ces

camps ont été ouverts pour trier les réfugiés, en accueillir au compte-gouttes en Europe et en renvoyer un maximum vers la Turquie en contrepartie de centaines de millions d'euros versées à Ankara. Médecins sans frontières a appelé les autorités grecques et celles de l'Union européenne à organiser l'évacuation du camp de Moria. Pour toute réponse, des grillages ont commencé à être installés comme enceinte aux

habitats informels entassés par centaines.

L'épidémie de Covid-19 est un fléau supplémentaire pour les réfugiés des camps, qu'ils affronteront démunis de toute protection et de tout secours. En créant une telle situation, l'Union européenne aura rendu un grand service à la diffusion du virus qui, lui, ne tient compte ni des nationalités, ni des frontières, ni des barbelés.

Boris Savin

États-Unis : début d'une crise sanitaire et économique sans précédent

Trump a d'abord nié pendant plusieurs semaines que le « virus chinois » puisse atteindre les États-Unis et l'a qualifié de « supercherie ». Aucune mesure sanitaire n'a été imposée par le gouvernement fédéral, qui s'est défaussé sur les États.

Mais tout déni est maintenant devenu difficile: mardi 24 mars, 46 000 cas de Covid-19 avaient été confirmés, le total étant sans doute trois fois supérieur, et le pays comptait 537 morts. D'après l'OMS, il pourrait devenir, après l'Europe, le prochain centre de la pandémie.

Or, si les États-Unis bénéficient d'hôpitaux de pointe,

la santé publique est privée de moyens depuis des décennies. 30 millions de personnes n'ont pas d'assurance santé. Autrement dit, si elles ne travaillent pas pour cause de maladie, elles ne gagnent rien. D'après le très officiel Centre de contrôle des maladies, il est donc banal, par exemple, que les ouvriers de la restauration, bénéficiant

rarement d'une assurance maladie, aillent travailler alors qu'ils sont malades, favorisant ainsi la diffusion du virus.

Ces derniers jours, un grand nombre de travailleurs qui conditionnent les paquets livrés à domicile sont tombés malades. « Je continue à travailler alors que je suis malade, parce que j'ai peur de perdre mon emploi ou d'être sanctionné si je m'absente », expliquait ainsi un emballer d'UPS à Tucson dans l'Arizona, cité par le *New York Times*. C'est

une situation courante. Et comme en France, les salariés se voient refuser des masques, des gants ou du gel hydroalcoolique.

La presse a rapporté une histoire qui résume les aberrations de la santé privée. Un jeune homme de Miami, Osmeel Martinez Azcue, est revenu de Chine en janvier avec les symptômes de la grippe. Il s'est rendu à l'hôpital, où il a refusé les examens les plus coûteux qui lui étaient proposés, comme un scanner, et n'a fait qu'un prélèvement nasal et une analyse de sang, qui lui ont été facturés 3270 dollars (3000 euros). Sur cette base, alors qu'il avait le Covid-19, l'hôpital lui a diagnostiqué une grippe...

La crise économique qui commence

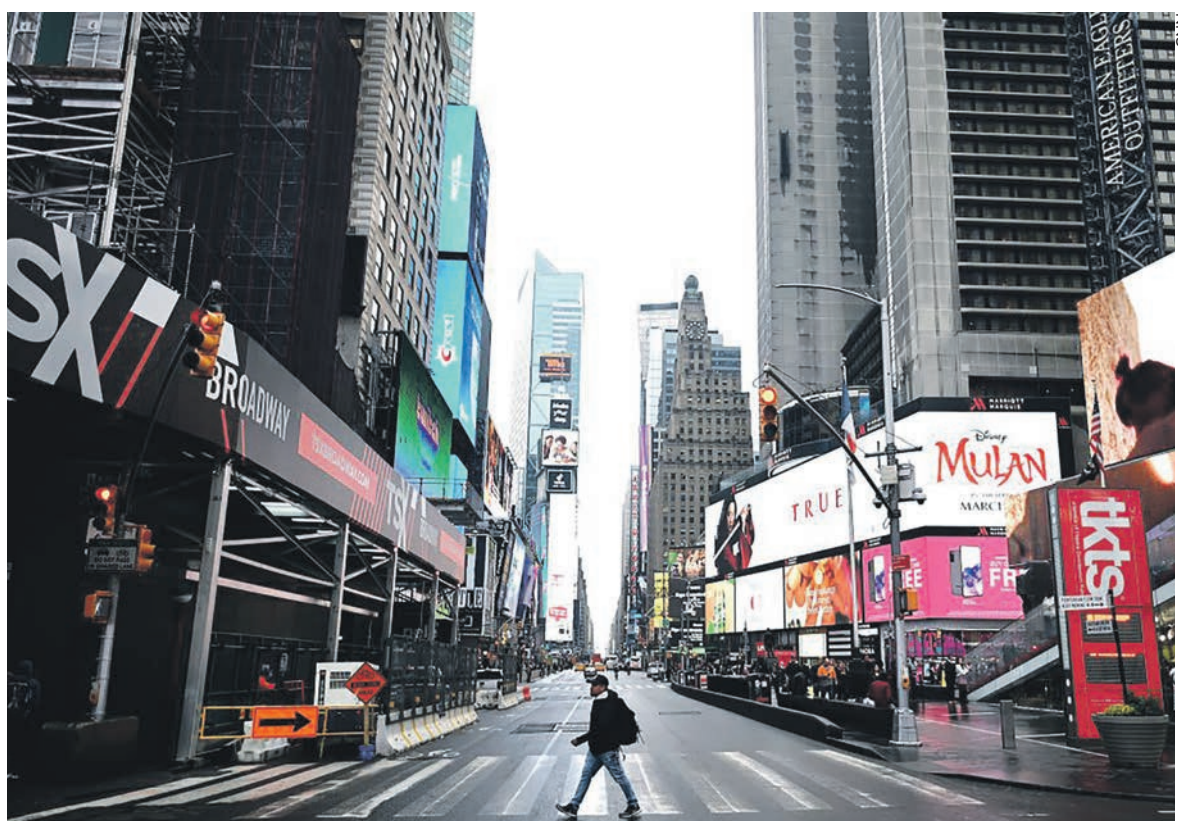
La crise économique menace d'être particulièrement brutale. La Bourse de Wall Street a chuté de 37% depuis février. Autrement dit, quelque 10 000 milliards de dollars se sont envolés. Les autorités et les grandes banques d'affaires tablent maintenant sur une baisse de 15 à 30% du PIB; cela signifierait que jusqu'à 50 millions de travailleurs pourraient se retrouver sans emploi.

Partout dans le pays, de grandes entreprises ont commencé à mettre leurs salariés en congés sans solde - une manière de ne plus les payer, tout en les gardant en réserve. Et des centaines de milliers de licenciements

sont d'ores et déjà en cours. Par exemple, à New York, qui compte un tiers des cas de Covid-19 du pays, la population est confinée, comme un tiers des Américains. Les écoles et les universités, les bars, les hôtels, les restaurants, les cinémas, les salles de spectacles, etc., ferment, licenciant au passage tout un personnel précaire, employé directement ou par le biais de sous-traitants. Les aéroports de l'agglomération sont au ralenti et des dizaines de milliers de salariés se retrouvent brutalement sans emploi. Par exemple, l'entreprise OTG vient de licencier 1200 salariés dans les restaurants et les magasins qu'elle possède dans ces aéroports: les membres du personnel, dont certains occupaient leur emploi depuis trente ans, ont été licenciés sans indemnité de départ.

Ce n'est cependant pas la crise pour tous. D'abord, parce que des entreprises comme Amazon, qui recrute 100 000 personnes, profitent du confinement, au mépris de la santé et de la vie de leurs salariés. Surtout, la présidence et le Congrès négocient un plan de soutien aux entreprises qui pourrait atteindre 2 000 milliards de dollars. Quand il s'agit des multinationales, l'État fédéral répond présent: comme lors de la crise de 2008, les grandes banques et les multinationales seront renflouées. Toute la société le paiera.

Michel Bondelet



Dans les rues de New York désertées.

Iran : une situation catastrophique

En Iran, chaque heure voit une cinquantaine de personnes supplémentaires contaminées, selon les chiffres du ministère de la santé. Le 22 mars, le bilan officiel faisait état de la mort de 1 556 personnes mais, selon un expert de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ce chiffre serait cinq fois plus élevé.

Fin février, le régime s'employait encore à minimiser les conséquences de l'épidémie, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Dans la ville de Qom, qui regroupe 450 000 habitants dont beaucoup de très pauvres, les hôpitaux sont complètement submergés par les malades. Mais des religieux continuent à refuser toute fermeture de sanctuaires, accusant l'OMS d'être derrière ces fermetures « parce qu'elle ne croit pas en Dieu ». Ces idées moyenâgeuses empêchent le pouvoir de faire respecter des interdits destinés à ralentir l'épidémie.

Le régime iranien a une grande part de responsabilité

dans la catastrophe. Accuser Trump et Israël d'être responsables de l'« invasion biologique » est bien évidemment un moyen de se dédouaner et de détourner la colère de la population qu'il craint de voir de nouveau exploser. Mais les sanctions imposées par l'impérialisme américain aggravent de manière catastrophique la situation pour la population.

Depuis leur rétablissement en mai 2018, le pays manque de tout. Il manque en particulier de certains produits utilisés par le secteur de la santé, qui dépendent d'ingrédients et de matériaux importés. Il manque de médicaments,

même parmi ceux indispensables pour soigner les maladies « ordinaires ». De plus, certaines de ces sanctions ont restreint le commerce humanitaire avec l'Iran en dissuadant la plupart des banques de faciliter les paiements nécessaires.

Le 17 mars dernier, le secrétaire d'État Mike Pompeo a pourtant annoncé lors d'une conférence de presse que les sanctions seraient maintenues à leur maximum et même renforcées. Peu importe à Trump ou Pompeo que la population iranienne paie le prix de telles décisions.

L'impérialisme américain utilise la situation créée par l'épidémie pour mettre le régime iranien un peu plus à genoux. Il n'avait pas agi autrement en 1991, suite à la première guerre du Golfe, cette fois contre le régime irakien.

L'embargo imposé à l'Irak



Femmes assistant à un enterrement à Qom.

par les États-Unis, avec l'appui du gouvernement français rappelons-le, avait eu pour conséquence la mort de près de deux millions de personnes, dont 750 000 enfants

de moins de cinq ans. Épidémie ou pas, l'impérialisme n'a pas d'états d'âme face aux conséquences de sa domination.

Aline Rétesse

Afrique: le virus de l'impérialisme

Le 22 mars, l'épidémie de Covid-19 s'était déclarée en Afrique dans 42 pays sur 54. Introduite par des voyageurs venant d'Europe, la maladie semble commencer sa propagation. Les premières mesures de confinement ou de fermeture de lieux publics ont été prises par les autorités d'un bout à l'autre du continent pour tenter de l'enrayer.

En Afrique, le coronavirus peut faire des ravages dans des proportions incomparables à ce qui se passe en Europe. La pauvreté rend l'inactivité et le confinement impossibles car une proportion importante de la population des villes vit au jour le jour, de l'économie informelle. La diffusion du virus se combat par le lavage des mains. Mais sur 1,3 milliard d'habitants en Afrique, quelque 320 millions sont privés d'eau potable. 60% des 470 millions d'Africains qui vivent en ville s'entassent dans des

bidonvilles où la pénurie d'eau est chronique.

Les pays d'Afrique sont démunis en équipements médicaux. En Afrique de l'Ouest, on ne compte que 0,3 lit d'hôpital pour 1 000 habitants contre 7 en France par exemple. Il sera impossible, faute d'équipement, de porter assistance aux malades en détresse respiratoire. L'hospitalisation ou même le contact avec un médecin sont impossibles pour la grande majorité des Africains, parce que ce sont des pauvres. Et comment porter



assistance aux millions de déplacés et de migrants intérieurs entassés dans des camps? Pour ceux du Sahel, les soldats de l'opération Barkhane avec leur équipement et leur logistique de pays riche ne seront d'aucun secours.

«L'Afrique doit se préparer

au pire», a déclaré le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). C'est bien la pauvreté à laquelle les grandes puissances impérialistes l'ont condamnée qui risque de décupler la gravité de la maladie en Afrique.

Elle y fera plus de ravages,

parce que depuis plus d'un siècle le continent africain est pillé et dépecé par ces puissances et par les trusts des matières premières, du transport ou des produits agricoles avec la complicité des potentats ou dictateurs locaux.

Boris Savin

Russie: à l'heure du coronavirus

Alors que depuis des mois les autorités russes se targuaient d'avoir pris toutes les mesures pour écarter le covid-19 du pays, le 19 mars elles décrétaient subitement «l'état d'alerte élevée».

Le même jour, elles reconnaissaient un «premier» décès dû au coronavirus. Ou plutôt dû à une «pneumonie grave», sans plus de précision, le régime ayant enjoint, par une directive expresse non publique, aux médecins et hôpitaux de ne pas employer une autre expression. Dans le même souci de minorer la catastrophe sanitaire, du 19 au 23 mars, on était officiellement passé de 253 à 367 cas enregistrés, une sinistre plaisanterie quand on sait, par exemple, que la Russie a plus de 1 000 kilomètres de frontière terrestre avec la Chine, premier foyer de l'épidémie.

Or, si le gouvernement russe a, fin janvier, fermé cette frontière, celle-ci n'est souvent matérialisée par rien et est franchie chaque jour à pied par de nombreux Russes et Chinois. C'est ainsi depuis longtemps et avec d'autant moins de problèmes que, dans l'Extrême-Orient russe, les entreprises qui manquent de main-d'œuvre font largement appel à une foule de migrants. Et il est peu probable que dans ce domaine, comme dans tous les autres, les décisions de la bureaucratie ne puissent être tournées par des pots-de-vin.

Quant aux hôpitaux, ils sont victimes du

démantèlement du système de santé publique soviétique et, depuis des années, d'une politique d'économies criminelles: fermetures d'établissements, suppression de nombreux postes de médecins, d'infirmières, non versement depuis des mois des salaires des personnels d'urgence dans diverses grandes villes, etc. Cela a d'ailleurs entraîné de nombreuses manifestations et grèves ces dernières années. De notoriété publique, les hôpitaux

sont incapables de faire face même aux besoins courants. Alors, affronter une telle pandémie...

En attendant que celle-ci frappe d'une façon qu'on ne puisse plus cacher, le Kremlin, vieille habitude, flatte le nationalisme d'une fraction de la population. Ainsi il a envoyé en Italie – ce qu'ont relayé toutes les chaînes de télévision – un Antonov chargé de matériel médical. Poutine, ainsi promu sauveur de l'Italie, en plus de la Russie, de la Crimée, de la Syrie et de quelques autres, voudrait impressionner mais aussi faire diversion.

Pour «raison sanitaire»,



la Russie est désormais bouclée pour les étrangers jusqu'au 1^{er} mai. Les écoles et les universités sont fermées à Moscou, dans d'autres villes aussi. Les événements sportifs et collectifs sont reportés ou annulés. Les rassemblements de plus de 50 personnes sont interdits et cela tombe bien

pour le régime.

C'est donc pour leur «santé» que les flics du régime embarqueront et frapperont ceux qui ont prévu de manifester contre le référendum-plébiscitaire du candidat à la présidence à vie, encore prévu pour le 22 avril.

Pierre Laffitte

Haïti: chronique d'une hécatombe annoncée

Le jeudi 19 mars, le président Jovenel Moïse a annoncé la présence du coronavirus à Haïti, avec deux personnes officiellement recensées.

D'emblée l'état d'urgence sanitaire était déclaré avec un ensemble de mesures comme la fermeture des écoles et des usines de la sous-traitance, de même qu'un couvre-feu de 20 heures à 5 heures.

On pourrait se réjouir de la rapidité de réaction si ce n'était pas en fait qu'une vaste comédie. La première réaction de la population fut la ruée vers les marchés publics, avec pour effet partout une montée des prix qui s'ajoute à la montée déjà

induite, quelques mois plus tôt, par la lutte meurtrière des politiciens pour le pouvoir et le recours au marché noir par des propriétaires de supermarchés.

Les entreprises qui continuent de fonctionner ne prennent aucune mesure de protection pour les ouvriers. Elles ne respectent aucun protocole, mais cela n'empêche qu'à longueur de journée des recommandations sont lancées à la population larguée les mains vides. Il est facile, pour celui qui possède un réfrigérateur bien rempli d'appeler les travailleurs à rester chez eux le ventre vide.

Des mesures sont

promises pour aider la population à combattre l'épidémie, mais personne ne s'attend à quelque chose d'un gouvernement qui jamais n'a pris la moindre mesure pour améliorer les conditions de vie d'une façon qui permettrait aujourd'hui de combattre un tant soit peu cette pandémie. Et comment se confiner quand les trottoirs vous servent de lit, comment se confiner quand il faut sortir tous les jours pour espérer trouver à manger ou chercher de l'eau?

Les travailleurs et les masses populaires, c'est-à-dire la majorité de la population, vivent dans des quartiers surpeuplés, avec

les débris jonchant le sol, sans eau potable, sans électricité, sans éducation, sans accès aux soins

Les masses exploitées sont laissées les mains vides une fois encore devant une catastrophe annoncée, comme lors des cyclones qui à chaque passage font des milliers de morts. Cette fois, avec le Covid-19, les «experts» annoncent une mortalité supérieure au tremblement de terre de 2010 qui avait fait pourtant plus de 300 000 morts.

En Haïti, plus que le Covid-19, c'est le virus de l'exploitation capitaliste qui tue.

**Correspondance
Voix des Travailleurs
(Haïti-UCI)**

Hôpital de La Croix-Rousse Lyon : au front et à poil !

Le 24 mars, la vague de l'épidémie n'était pas arrivée à Lyon mais la quasi-totalité de l'hôpital de la Croix-Rousse avait été progressivement dédiée au coronavirus.

La transformation s'est faite dans l'improvisation et sans moyens suffisants. Les formations sur les équipements de protection ont commencé le 12 mars alors que l'hôpital reçoit des patients infectés depuis la mi-février. Les recommandations sur le port des masques ne sont pas les mêmes selon le service et la profession, comme si le virus infectait différemment selon le métier ! Ces équipements essentiels à la sécurité du personnel sont limités, parfois même en rupture, ce qui fait dire à certains : « On a l'impression que les recommandations évoluent en fonction de la pénurie de matériel. »

On manque de masques, de cagoules, de gants, de produits de nettoyage et on parle même de rupture de stock de paracétamol. Le personnel du Centre

hospitalier de Grenoble a reçu de sa direction une fiche d'instruction pour réaliser soi-même son masque en tissu.

Dans certains services, il a été demandé de porter un masque par jour et par personne, ce qui veut dire qu'il ne faudrait ni boire ni manger pendant huit heures ! « Vous êtes capables de rester sans boire le temps du travail » a même précisé la direction.

Mi mars, un médecin des maladies infectieuses a dit que ce serait « de la médecine de guerre ». C'est en tout cas de la médecine de restriction budgétaire. Une collègue a résumé le sentiment général en disant : « On va au front et on est à poil ! »

Ces manques d'effectif et de matériel sont criminels et tuent déjà en temps normal et le coronavirus ne fait qu'aggraver une

situation déjà catastrophique. Le manque d'effectifs dénoncé depuis un an est criant mais la direction ne veut pas plus embaucher. À l'école d'infirmières des Hospices civils de Lyon (HCL), les responsables refusent de réquisitionner les élèves pour ne pas avoir à les rémunérer. Alors ils préfèrent les faire travailler en tant qu'aides-soignantes sous prétexte de stage, donc comme main-d'œuvre gratuite. À l'inverse, les cadres demandent à certains hospitaliers, dont les tâches sont réduites, de poser leurs congés maintenant. Comme si l'hôpital ne manquait pas de bras, on impose aux hospitaliers de passer leurs vacances cloîtrés chez eux !

Faute de satisfaire les demandes du personnel, la direction essaie de le faire taire. Le 12 mars, elle a interdit un rassemblement programmé dans l'hôpital par le collectif Croix-Rousse En Colère, prétextant l'épidémie de Covid-19. Pour l'instant, les problèmes liés

CHI Fitz-James - Clermont : psychiatrie en détresse

Depuis le 28 février, la psychiatrie de l'Oise, avec au centre le CHI de Clermont Fitz-James qui regroupe 2 700 salariés, se retrouve confrontée au Covid-19.

Le préfet de l'Oise a fait interdire les marchés, fermer les écoles et tous les lieux de rencontre afin d'éviter la propagation du virus. Mais aucune consigne n'avait été donnée pour les centres qui prennent en charge les malades psychiatriques du département. Outre l'hôpital lui-même, il s'agit des centres médicosychologiques, des hôpitaux de jour, des CATTP, des établissements de réinsertion (les ESAT). Des visites à domicile sont également à assurer.

La vie a continué comme avant dans la centaine de structures du département. Pas le moindre masque, pas de gel mis à disposition. Mais la direction a bombardé les travailleurs de mails de recommandation, comme le lavage des mains... Sa seule action concrète aura été de faire rouvrir en urgence la crèche, afin d'obliger ceux qui s'étaient arrêtés pour garder leurs enfants à reprendre le travail à l'hôpital.

Pendant ce temps, les patients qui en avaient le droit auparavant ont continué à se déplacer librement dans

l'hôpital comme en ville, sans que la direction se rende compte qu'ils pourraient être contaminés et contaminer les services à leur retour. Ni les chefs de pôle, ni la direction n'ont pris la moindre mesure : ils ont attendu les recommandations de l'Agence régionale de santé.

À l'heure où tout le monde est confiné, la direction du CHI a tout juste décidé vendredi 20 mars que les patients ne pourraient se promener dans le parc qu'accompagnés et d'interdire les sorties en ville. Quant au personnel, il s'est vu signifier que les mesures

qui permettaient que ceux atteints de certaines pathologies chroniques restent chez eux ne s'appliquent plus à l'ensemble du personnel hospitalier.

Bien des soignants sont ahuris de ces décisions. La colère ne s'est pas manifestée ouvertement dans l'hôpital mais a explosé sur Facebook. L'épidémie ne s'arrêtera pas aux portes des pavillons et des structures du Centre hospitalier. Mais en haut lieu, on se montre incapable de protéger le personnel, les patients comme le reste de la population. Demain il faudra bien que les responsables rendent des comptes, et pas seulement sur Facebook.

Correspondant LO



LES SOIGNANTS EN COLÈRE HÔPITAL DE LA CROIX-ROUSSE LYON

Ok c'est une guerre. Une guerre sanitaire. Et nous sommes au front, à poil, sans le matériel nécessaire à notre propre sécurité. Est ce que nous aurions envoyé des soldats sans casques ni armes sur un champ de bataille ? Il en est de même pour l'hôpital face à l'épidémie.



Il nous faut des masques, des blouses, des surblouses, bref de quoi nous protéger nous, nos proches, mais aussi les patients non-porteurs du COVID-19, pour qui nous pouvons être des vecteurs du virus en l'absence du matériel nécessaire.

Les 1^{ères} prérogatives concernant le COVID-19 à l'hôpital conseillaient le port du masque FFP2 en présence d'un patient porteur ou suspecté d'être porteur. Aujourd'hui nous portons dans les services, dans le meilleur des cas, des masques chirurgicaux, qui protègent moins efficacement que le FFP2.

De plus, depuis des années, nous apprenons que la durée de vie d'un masque est de 4h. Passé ce délai, il perd en efficacité. Aujourd'hui, les "nouvelles normes d'hygiène" nous demandent de les garder une journée entière de voyage, voire plusieurs jours dans certains services, afin de palier à la pénurie de masque !!!

Ce n'est pas la population française, ni même nos collègues hospitaliers, qui ont provoqué cette pénurie, comme on veut bien nous le faire croire, mais bien la non-anticipation du gouvernement face à l'épidémie, malgré le fait que le coronavirus fasse la « Une » mondiale depuis des mois, mais également la politique d'austérité à l'hôpital, déjà en vigueur bien avant l'apparition du virus : coupe budgétaire, politique de rendement, "faire toujours avec moins".

à la lutte contre l'épidémie prennent le dessus, mais la colère s'est renforcée. Tous ont vu l'avalanche de milliards déboursés pour les entreprises et disent au sujet de Macron que « son sourire ne suffira pas ». Une

infirmière disait sur un réseau social : « L'État payera = vos impôts payeront ». Beaucoup attendent la fin de l'épidémie pour régler leurs comptes avec la direction et le gouvernement !

Correspondant LO

CHS-Cadillac : le prix des économies

Dans les services soignants comme dans les ateliers, les cuisines et la blanchisserie, du Centre hospitalier spécialisé (CHS) de Cadillac, en Gironde, on manque toujours de gel, de masques, de gants, même de savon, de tout le matériel nécessaire pour se protéger et protéger les patients.

Face à cette pénurie, la direction fait de la mise en scène : elle a envoyé à chacun un tutoriel expliquant comment fabriquer soi-même son masque... Alors que la situation est grave, elle n'a que du bricolage à proposer.

Chaque jour, les ordres et les contre-ordres tombent sur le personnel. Les décisions mettent en danger soignants et patients. Pour des travailleurs ayant eu un contact à risque ou pour

ceux qui ont des symptômes, la seule consigne est de venir quand même au travail, mais avec un masque ! Quant à ceux qui peuvent travailler en télétravail ou par téléphone, comme les assistantes sociales par exemple, seuls y sont autorisés ceux qui ne peuvent pas avoir de garde pour leurs enfants.

Tous les services extérieurs ont été fermés pour rapatrier le personnel sur l'hôpital. La raison officielle est qu'il faut se préparer à la prochaine vague d'épidémie. Mais cela se fait au détriment des autres patients, de ceux qui attendent un rendez-vous en centre médicosychologique (CMP) ou en hôpital de jour. Pour libérer deux services en cas d'épidémie, les patients ont été envoyés dans d'autres services. Résultat : des patients se retrouvent entassés, quelquefois à cinq dans une chambre !

Correspondant LO

Renault-Cléon : **produire... à quel prix!**

Un salarié de maintenance de l'usine Renault Cléon, en Seine maritime, est décédé du coronavirus dimanche 22 mars. Il avait 56 ans. Beaucoup de travailleurs ont exprimé leur peine, leur grande inquiétude, mais aussi leur colère!

Personne ne sait si c'est à l'usine que ce salarié a contracté cette maladie. Mais tout le monde est conscient que les mesures prises par la direction

étaient complètement insuffisantes dès le début de la pandémie en France, pour éviter la contamination.

La principale mesure préconisée par la direction

était de se laver les mains. Sauf qu'il n'y avait pas de gel hydroalcoolique, pas de masques, pas assez de gants et, surtout, aucune possibilité d'espacement suffisant entre les présents.

Lundi 16 mars, les travailleurs se posaient tous la question de quitter le site pour ne prendre aucun risque.

Mais dans tous les sec-

teurs de production, l'encadrement imposait de continuer l'activité. Il a fallu attendre 21 h 30 pour que l'usine soit enfin en grande partie fermée.

Lundi 23 mars, la direction du site a confirmé la suspicion d'autres cas parmi les salariés. Elle a également annoncé qu'elle décidait d'annuler son projet de relancer l'activité d'une unité

prototype prévu dès le lendemain, mais... elle insistait lourdement sur la nécessité de penser dès maintenant au redémarrage de l'usine...

Il est intolérable que la direction de Renault ait fait prendre des risques à l'ensemble des travailleurs pour continuer de produire des moteurs et des voitures.

Correspondant LO

Technocentre Renault - Guyancourt : **télétravail et double journée, non merci!**

Depuis l'annonce, jeudi 12 mars, de la fermeture des écoles et des crèches, la direction du Technocentre Renault de Guyancourt, en grande banlieue parisienne, a d'abord transmis, le 13 mars, un formulaire à remplir pour les parents devant garder leurs enfants, leur permettant de bénéficier d'un arrêt.

Puis, le 16 mars, alors que la majorité des salariés du Technocentre étaient en télétravail, elle précisait que cela ne concernait que les parents ne pouvant pas faire du télétravail. Or, pour beaucoup de parents, le fait même de garder leurs enfants rend le télétravail impossible.

Malgré cela, Renault a donc imposé, via ses managers et ses responsables du personnel, aux parents ayant la garde d'enfants, de

faire du télétravail.

Aussitôt cette information bien diffusée, les réunions ont été programmées dans les agendas, les chefs ont commencé à envoyer des mails et des messages Skype pour demander aux salariés de continuer à travailler comme si de rien n'était.

Mais comment travailler tout en assurant l'école à la maison, les besoins vitaux des enfants, leurs repas, trois emplois en un ?

La direction n'est pas à une contradiction près: en sommant les salariés de poser des congés enfant malade ou des congés tout court, elle martelait qu'il était inadmissible de faire du télétravail en gardant ses enfants. Et maintenant, elle prétend qu'il est impératif de continuer à travailler quand même.

Pour enfoncer le clou, vendredi 20 mars, les salariés ont reçu un mail du PDG et de ses adjoints, dans lequel il leur était précisé qu'il est «*impératif de maintenir les activités vitales de Renault comme l'ingénierie véhicule*».

Eh bien, «l'ingénierie véhicule» et la production en général peuvent très bien



GETTY

attendre. Ce qui ne peut pas attendre, c'est le maintien du salaire de tous les

travailleurs, et la protection de la santé de tous.

Correspondant LO

PSA-Vesoul : **face au Covid-19, une direction irresponsable**

Malgré l'annonce de l'arrêt progressif des sites de production de PSA lundi 16 mars, le site de Vesoul, en Haute-Saône, continue en partie à travailler.

La fabrication des pièces pour véhicules électriques s'est arrêtée le mardi 17 à 12 heures et l'atelier couture le soir pour rupture de stock liée à l'épidémie. Mais pour le reste du site, la grande majorité, les pièces de rechange et les magasins, la production se réduira progressivement pour arriver à 20% de la normale.

Cette annonce est mal

passée dans les ateliers, d'autant qu'il y a une absence de 25 à 30% de personnel et que ceux qui restent risquent de devoir faire des heures supplémentaires imposées.

Dès le lundi, dans plusieurs ateliers, des travailleurs ont fait valoir leur droit de retrait. Au Ferrage, une quinzaine de magasiniers se sont arrêtés à la

suite du départ d'un chef et de sa compagne pour suspicion de contamination au coronavirus. Alors que le travailleur qui a formé celle-ci et l'a côtoyée de près n'est pas mis en quatorzaine.

Les salariés réclamaient aussi des produits pour se laver les mains et désinfecter les engins. Ils ont repris le travail au bout d'une heure sous la menace de la hiérarchie.

Simultanément, d'autres travailleurs invoquaient leur droit de retrait. En

peinture la direction refusait de le reconnaître au motif qu'il n'y avait pas eu de DGI (Danger Grave et Imminent); aux Pneus sous prétexte qu'ils ont du gel...

Au magasin Sud, 25 travailleurs se mettaient en retrait collectif en voyant passer les pompiers emmenant encore une personne sur une civière, la deuxième de l'atelier en moins d'une semaine. Trois personnes à risque étaient renvoyées chez elles. Les vingt-deux autres, malgré les menaces déguisées de licenciement pour abandon de poste, restaient dans l'atelier jusqu'à la fin de la journée sans travailler, dans l'attente de matériel de protection. On leur refuse du gel hydroalcoolique qui est réservé au magasin des pneus, au contact des routiers. Ils n'ont pas non plus d'eau javellisée pour nettoyer les engins... ce qu'ils sont contraints de faire avec du lave-vitre!

Depuis, plusieurs CSE extraordinaires se sont tenus, et l'activité a été maintenue. Il est même question de dépasser les 20% initialement

prévus. Le 19 mars, 40 personnes étaient en suspicion de Covid-19 et 150 en quatorzaine!

Lundi 23, il y avait 30% d'absents et, pour tenir ses objectifs, la direction transforme le volontariat en obligation, menaçant ceux qui ne sont pas volontaires, qu'ils soient intérimaires, CDD ou CDI. Dans certains secteurs, les chefs désignent les volontaires faute de candidat. Pour les intérimaires, il y a en plus le chantage à la présence au travail le 27 mars pour toucher la prime «Gilet Jaune» de 600 euros!

Le travail n'a pas cessé non plus sur le site d'Hérimoncourt qui doit fermer et dont une partie de l'activité doit venir à Vesoul. Dans l'attente de l'installation des lignes de montage, la direction continue d'envoyer des travailleurs de Vesoul, tous les jours, à cinq par voiture à Hérimoncourt pour un trajet de 80 km! On est loin des recommandations de «distanciation sociale» émises par le gouvernement.

Correspondant LO



Amazon : une direction irresponsable

« Salut, j'suis livreur Amazon, je n'ai pas le droit d'aller voir ma famille, mes amis. Par contre je dois livrer 87 clients dans la journée, toucher 87 interphones, portes, lumières. » Lors de la première semaine de confinement, les messages de ce genre ont été nombreux sur les réseaux sociaux.

Le géant américain Amazon a imposé à ses salariés de continuer à livrer tous ses produits, au contact quotidien d'une centaine de personnes, souvent sans masque, ni gants, ni gel hydroalcoolique. Lors des chargements du matin dans les entrepôts, des dizaines de livreurs chargent leurs camions en même temps, sans pouvoir respecter la distance de sécurité d'un mètre. Puis lors des livraisons, chaque livreur est en contact avec environ 90 clients par jour, ouvrant autant de portes et composant autant de codes.

Durant toute la semaine, l'inquiétude et la

colère se sont exprimées sur plusieurs sites d'Amazon : à Lauwin-Planque, près de Douai ; à Boves, près d'Amiens ; à Montélimar, dans la Drôme ; à Bouc-Bel-Air, près d'Aix-en-Provence : des centaines de préparateurs de commandes et de livreurs ont débrayé, certains pour la première fois. Ils ont fait valoir leur droit de retrait, demandé des comptes sur l'insuffisance de matériel de protection, voire ont demandé la fermeture des entrepôts et la suspension des livraisons. Parmi les revendications figurait l'arrêt des livraisons jugées inutiles : « Je ne demande pas d'arrêter de travailler mais je

veux livrer les hôpitaux, les infirmières, les médecins », déclaraient certains.

Partout Amazon a refusé, minimisant le danger et utilisant la pression ou la menace. Chaque salarié a été appelé individuellement, pour s'entendre dire d'aller travailler ou de poser des jours s'il ne voulait pas venir au travail. De nombreux livreurs ont renoncé à cesser le travail et à se confiner, par crainte de perdre leur emploi ou d'être pénalisés après l'épidémie.

Ceux qui travaillent le font la peur au ventre, avec la certitude qu'ils seront contaminés. Et ceux qui se mettent à l'abri de l'épidémie ont aussi la peur au ventre, celle de perdre leur emploi. L'attitude des responsables d'Amazon est irresponsable et criminelle.

Julie Lemée



Uber Eats et Deliveroo : les livreurs sacrifiés

Les livreurs de restauration à domicile comme Uber Eats ou Deliveroo ne sont guère mieux traités que ceux des autres secteurs.

D'après le représentant des livreurs de Bordeaux, beaucoup de restaurateurs donnent le sac au livreur de la main à la main, sans gants et sans précautions. Ensuite, il faut encore sonner aux interphones, appuyer sur des boutons d'ascenseur et être en contact avec des dizaines de clients.

Dans un mail envoyé à ses livreurs, Deliveroo a annoncé deux mesures : le remboursement des kits d'hygiène (gel, gants, lingette, mais pas de masque) à hauteur de 25 euros, et la possibilité d'une consultation médicale en vidéo, 100 % prise en charge par Deliveroo... ce qui est l'aveu que la livraison est à risque. Uber Eats a annoncé une indemnisation jusqu'à quatorze jours pour tout

livreur diagnostiqué positif ou placé en confinement par une autorité de santé publique. Les livreurs qui décideraient de se confiner par précaution ne seront donc pas indemnisés.

Comme chez Amazon, les livreurs sont nombreux à s'interroger sur l'utilité sociale de leur activité en pleine épidémie, comme le déclare le porte-parole du Collectif des Livreurs Autonomes de Paris : « On a le sentiment d'être une quantité négligeable. On est exposés, alors qu'on n'est pas importants, au contraire des médecins, des militaires... On ne livre que des pizzas et des Bo buns, pas des médicaments. On est des sacrifiés récréatifs ».

J. L.



CARLOS JASSO



Nos lecteurs écrivent

Lidl : on veut travailler en sécurité !

Une prime de risque de 50 euros brut par semaine, voilà ce que nous promet Lidl. C'est à la fois risible et scandaleux dans ce grand désastre sanitaire ! Après les annonces de Macron jeudi 12 et Édouard Philippe samedi 14, des centaines de clients se sont rués vers le supermarché ; nous étions au contact de centaines de personnes chaque jour et pas protégés du tout ; sans masque, ni plexiglas de protection. Du gel hydroalcoolique a été fourni à partir du jeudi 12 mars alors que l'Oise était un cluster depuis longtemps. La distance de sécurité entre chaque client n'a pas non plus été respectée dans le magasin, les caddies s'entrechoquaient aux caisses. Il y avait un grand stress,

une ambiance de fin du monde. De temps en temps, le vigile fermait le magasin pour arrêter le flux de clients quand il y avait plus de cent personnes à l'intérieur. Quand il est parti, il a demandé à la responsable de solliciter l'autorisation d'un supérieur hiérarchique avant de fermer le magasin en cas de problème.

Ces jours-là, Lidl a doublé les ventes, avec neuf employés au lieu de douze !

On vient parce qu'on se sent essentiel car l'alimentation est à la base de tout. Mais Lidl continue son action moto en vendant des casques, des enjoliveurs... Pourquoi nous rajouter tout ce travail en plus ? Quand nous avons fait remarquer au

responsable réseau que le non-alimentaire n'était pas essentiel, il a répondu : « Quand ça se calmera vous aurez du temps pour vous en occuper. »

Contrairement à notre direction, certains clients pensent à nous : samedi 21, une cliente nous a apporté une vingtaine de masques qu'elle avait faits elle-même ; elle avait vu qu'on n'en avait pas. Un autre client nous a offert une boîte de chocolat et a écrit sur le ticket « pour vous remercier d'être là ».

On est indispensable et on fait des tâches à risques. On ne veut pas une prime, on veut travailler en sécurité et on veut une augmentation de nos salaires.

Une lectrice de l'Oise

Routiers : rien pour les forçats de la route

Bien des chauffeurs routiers continuent à travailler, que leurs livraisons soient indispensables ou pas.

Mais depuis le début du confinement, leurs conditions de travail se sont dégradées : les aires d'autoroutes et les relais routiers sont fermés, ils n'ont donc plus accès à des WC, douches et points d'eau, et peinent à trouver à manger.

Dans les entreprises qu'ils livrent, l'accueil est souvent déplorable. Les routiers se disent traités « comme des pestiférés » : les patrons leur refusent souvent l'accès aux locaux, à la machine à café et aux toilettes.

Ils sont nombreux à exprimer leur colère sur les réseaux sociaux, certains ont même refusé de retourner

travailler. La réponse du gouvernement a été d'annoncer que certaines aires de repos seraient maintenues ouvertes, mais cela ne concerne que les autoroutes.

Il a demandé de garantir l'accès des conducteurs à un point d'eau ou à du gel hydroalcoolique à l'entrée des entreprises livrées. Mais il a surtout autorisé les véhicules de 7,5 tonnes à circuler le dimanche, et en allongeant la durée maximum de conduite d'une heure par jour. Un routier ironisait : « C'est pour nous permettre de trouver une douche ouverte qu'ils ont allongé les temps ? »

Les ministres et le grand patronat célèbrent allégrement les « héros du quotidien ». Mais dans le même temps, ils dégradent encore leurs conditions de travail.

M.B.

Airbus Helicopters-Marignane : les femmes de ménage donnent l'exemple

La direction d'Airbus Helicopters annonçait en fin de semaine la reprise du travail d'une partie des ateliers pour lundi 23 mars.

Du coup l'action Airbus reprenait 18% en Bourse. Un cadre déclarait : « *ils nous font reprendre le travail pour rassurer les marchés financiers.* »

La mécanique (série et révision/réparation), secteur « vital » de l'entreprise, a donc repris le travail, et la reprise des autres secteurs devrait se faire de façon échelonnée d'ici au lundi 30 mars.

Dès six heures du matin, les discussions allaient bon train, dans tous les secteurs de la mécanique. Les « mesures d'hygiène », telles que

la distribution de quelques rouleaux d'essuie-main, ou de pulvérisateurs de solution alcoolique, ou le fait de condamner un urinoir sur deux pour éviter la contamination, semblaient bien dérisoires. La grande majorité des travailleurs ne comprenait pas pourquoi reprendre le travail après une coupure de seulement trois jours, alors que le pic de l'épidémie arrive...

Les syndicats FO, CGC et CFTC ont approuvé la reprise de l'activité, tout en affichant une position favorable au maintien du

confinement. Dans les faits, leurs délégués ont parcouru les ateliers pour dire : « *Si la boîte ferme pour le confinement, elle ne rouvrira pas.* » Ils ont été pris à partie, le plus durement par leurs propres adhérents, qui s'estimaient trahis.

La réaction est venue des femmes de ménage. Depuis des semaines, elles se plaignaient de ne même pas avoir de gants, ni de masques, ni de tenues jetables. Elles sont particulièrement exposées et leurs craintes sont parfaitement justifiées. La direction d'Airbus faisait la sourde oreille. Elles ont tenté d'exercer un premier droit de retrait le lundi 16 mars, mais ont



STÉPHANE ROLLAND

rapidement repris le travail sous la menace, cela ayant été jugé « illégal ». Voyant que rien n'était réglé, lundi 23 mars, elles ont décidé au bout de trois heures passées à attendre leurs responsables... de quitter le site. Ce fut alors l'affolement du

côté de la direction d'Airbus, qui leur promet dans la demi-heure tous les équipements de protection qu'elles demandaient.

Ce mouvement courageux a forcé l'admiration des ouvriers d'Airbus.

Correspondant LO

Air France : virus ou pas, les profits passent d'abord

90% des 224 avions d'Air France sont cloués au sol. Comme ceux des autres compagnies, coronavirus oblige. Et lundi 23 mars, la direction a annoncé des mesures de chômage partiel pour les 8 000 salariés des ateliers et hangars de Roissy et d'Orly, ainsi que de l'usine Éole de Villeneuve-le-Roi, qui dépendent de la DGI : la maintenance des avions, moteurs et équipements.

Ce même 23 mars, le quotidien *Aujourd'hui* titrait en grand : « Les salariés ne travailleront qu'à 20% mais garderont 84% de leur rémunération. » Inutile de se demander où il est allé prendre une pareille « information » : auprès de la direction ou du gouvernement, pas des travailleurs.

En effet, aux Équipements d'Orly comme à Éole, la direction veut imposer de travailler de 30 à 50% ; aux Moteurs à Orly comme à Roissy, c'est à 60% qu'ils devraient travailler... Et bien sûr, selon des roulements décidés par la direction,

laquelle peut imposer de prendre des RTT, des jours de congés, ou les refuser, si cela l'arrange. Car c'est elle qui décide, et en fonction seulement de ce que cela lui rapporte.

A Orly-Nord, par exemple, alors que le coronavirus faisait des ravages et qu'on entendait tous les jours à la télévision qu'il fallait se protéger, la grande visite d'un Boeing 777 étant prioritaire (pour le patron), les ouvriers et les techniciens devaient venir se serrer dans les vestiaires, à la cantine, sur le lieu de travail. Même chose

au N3 d'Orly où des mécanos et des magasiniers ont été obligés de venir parce qu'il fallait « sortir » un Airbus 320. Pour la direction, assurer la sécurité face au virus, même fournir partout et en suffisance du gel, du savon, ne parlons pas des masques, c'est incompatible avec ce que les travailleurs doivent lui rapporter comme argent.

Mais cela n'empêche pas des cadres de chercher à semer la peur. Ils disent que, si on ne fait pas tout – entendez, en venant travailler malgré les risques – pour ne pas perdre des contrats de maintenance, il y aura des licenciements. Mais il y en a déjà depuis des années à Air France. Et il y en a encore eu ces jours-ci : à Roissy comme à Orly, les intérieurs des ateliers et des hangars ont été jetés à la rue. Même chose pour les

salariés de certaines entreprises sous-traitantes. Ils ont tout perdu.

Quant aux salaires de ceux qui gardent un emploi, parlons-en. Depuis des jours, Macron, le patronat, les médias claironnent sur l'indemnisation du chômage partiel à 84% du salaire net. Une façon de faire croire qu'on en aura plus dans la poche qu'avec 70% du brut. Mais c'est calculé sur le salaire de base et les travailleurs d'Air France ont eu vite fait de compter qu'avec

les primes qui sautent, surtout quand on travaille en 3x8, en 2x8 ou qu'on doit faire des nuits, les pertes peuvent atteindre 500 euros par mois !

Mais que les âmes sensibles se rassurent : l'État est là. Il veille, en tout cas aux intérêts des actionnaires. Et nul ne doute parmi les ouvriers et techniciens que c'est ce dont Macron a longuement discuté avec le patron d'Air France-KLM, Ben Smith.

Correspondant LO



Nos lecteurs nous écrivent Le droit de retrait chez Air France

Membres du personnel navigant commercial chez Air France, nous avons été plusieurs à user du droit de retrait direct et individuel, par téléphone, afin d'éviter la montée au terrain. Mais malgré cela, une bonne partie d'entre nous, autant les stewards que les hôtesses, ont eu à subir la pression de cadres qui ne voulaient rien savoir.

Ils se sont permis de faire des rappels à l'ordre par téléphone, expliquant aux travailleurs concernés qu'ils devaient venir à l'aéroport Charles-de-Gaulle (CDG) pour effectuer leur vol. Et même lorsque nous avons des heures de trajet en train et en RER pour nous rendre au travail, sans masque, ni gel, ni gants, la direction restait sur sa position.

Des rappels à la loi ont dû être faits par la CGT

auprès de la direction afin que les vols soient retirés de nos plannings. Mais nous avons tous constaté que malgré ces rappels, il a souvent fallu que chacun, individuellement, relise aux cadres qui faisaient pression le texte transmis par les syndicats concernant le droit de retrait.

Après un tel acharnement, reste à savoir si la direction va procéder comme lors de la crise du virus Ebola il y a quelques années. Sans vergogne, elle avait fait appel pour nous remplacer à des étudiants saisonniers qui ne sont là que durant les mois d'été, pour les envoyer vers les destinations touchées, comptant sur le fait qu'ils seraient moins enclins à la contestation par peur de ne pas être repris la saison suivante.

Un travailleur d'Air France



ALEXIS SCIAARD

ADP - Roissy : pilotage dément

Les priorités de la direction d'ADP pendant la première semaine de confinement ont été de continuer à maintenir coûte que coûte toute l'activité de l'aéroport. Il ne s'agit pas de l'intérêt commun, mais d'assurer les profits aussi bien des actionnaires d'ADP que des entreprises de la zone aéroportuaire.

Les travailleurs ont été obligés de venir sans aucune protection, ni masques, ni gel. Aux centres de commandes de chaque aéroport, les ordinateurs sont utilisés par plusieurs personnes, mais ADP n'avait même pas prévu de lingettes pour nettoyer les claviers. Les chantiers, qui pourtant ne présentent aucune urgence, devaient continuer.

Le 24 mars, le chantier de liaison de halls satellites du terminal 1 n'était toujours pas à l'arrêt.

Pour inciter les travailleurs à venir, la direction n'a cessé de minimiser le nombre de cas de contamination et refuse de donner les chiffres en invoquant le secret médical. Un des agents de surveillance et de prévention incendie a été

infecté par le virus, mais ADP n'a pas prévenu les collègues avec qui il avait travaillé.

Heureusement, les travailleurs ont fait preuve d'initiatives, en prenant le moins de risques pour la santé du personnel et des passagers. Le contraste avec la direction est édifiant. Dans les secteurs non indispensables, des salariés se sont mis en arrêt maladie ou en droit de retrait. Dans les équipes indispensables, comme à la centrale électrique alimentant l'aéroport, le fait d'être au complet et rassemblés dans l'atelier était

une aberration. Alors, sans attendre les consignes, certains ont proposé de faire un roulement par équipe de deux.

Depuis lundi 23 mars, ADP a mis l'ensemble des 6 500 salariés en chômage partiel pour trois mois, sans compter les sous-traitants, et gelé les embauches et l'intérim. Les baisses de salaires sont souvent de l'ordre de 30 % à cause de la suppression de certaines primes. Ces économies faites aux dépens des salariés sont à mettre en parallèle avec le fait qu'en revanche, le versement des 360 millions d'euros

de dividendes de 2019 est repoussé mais maintenu. De plus, ADP a aussi financé des cadeaux aux entreprises de la zone aéroportuaire en suspendant les loyers des commerces de l'aéroport et en supprimant la redevance de stationnement des avions.

Face à cette politique, la crainte de l'aggravation des attaques s'ajoute à la peur du coronavirus. Mais de nombreux travailleurs sont également en colère. Le cas ADP montre que laisser une direction capitaliste aux commandes, c'est le crash assuré.

Correspondant LO

Dassault-Argenteuil : en priorité, on reste à la maison !

La crise sanitaire a confirmé aux travailleurs de l'entreprise que la priorité des priorités de la famille Dassault ce sont les profits.

Il aura fallu la grève, le 17 mars, pour que les usines s'arrêtent. À peine contraintes d'arrêter, les directions planifiaient un calendrier de reprise pour la semaine suivante.

« L'obligation de confinement n'est pas incompatible avec une activité économique qui ne doit pas s'arrêter afin de ne pas ajouter une crise à la crise », écrivait alors Trappier, le PDG de Dassault qui envisageait

un arrêt... de trois jours. De leur côté les directeurs d'établissements affirmaient, selon la CGT, « maintenir le travail de nos salariés coûte que coûte, afin de préserver l'image de notre société et de maintenir notre chiffre d'affaires ».

En dépit de ce volontarisme affiché par la direction générale, la production est toujours au point mort et les travailleurs restent confinés chez eux. Et il y a de quoi

redoubler de vigilance : un travailleur de l'usine d'Argenteuil touché par le Covid-19 est à l'hôpital en soins intensifs, deux de ses camarades de travail ont été diagnostiqués positifs.

Dassault n'en finit pourtant pas de programmer un prochain redémarrage, en promettant la sécurité optimum, avec des équipements adaptés alors même que les soignants en manquent.

Il est cependant contraint de repousser à chaque fois ce redémarrage. Échaudé par la grève, il tente d'organiser



LE PARISIEN

Dans l'usine Dassault d'Argenteuil, doute se succéder dans les prochains jours.

Mais pour les travailleurs, la priorité absolue, c'est leur santé, celle de leur entourage. Il n'est pas question de risquer sa vie

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Crise sanitaire et crise économique : les États au secours du système financier

Avec plus de deux milliards de personnes confinées dans le monde, des dizaines de pays entièrement isolés, l'économie mondiale subit un choc violent. Après une chute du cours des actions des entreprises ou celui du prix du pétrole, c'est maintenant la production qui s'effondre. En France, la production industrielle tournait ces derniers jours à 25 % de ses capacités.

Aux États-Unis, l'indice de la Bourse de Wall-Street a perdu 37 % de sa valeur en un mois, ce qui représente 10 000 milliards de dollars de capitaux partis en fumée. Après la finance c'est l'économie productive qui est touchée. L'économie américaine va entrer en récession, le produit intérieur pourrait chuter de 25 % au deuxième trimestre.

Face à celle-ci, sans délai et sans tergiverser contrairement aux mesures sanitaires décidées en ordre dispersé et à reculons depuis deux mois, les États et les banques centrales du monde entier sont intervenus au diapason. Outre les aides et subventions directes aux entreprises, comme la prise en charge du chômage partiel, les États ont ouvert des crédits quasiment illimités pour les banques et les grandes entreprises : 300 milliards d'euros en France, 550 en Allemagne, plus de 1 000 milliards du côté de la BCE. Trump a fait voter par le Congrès un plan d'urgence de 2 000 milliards de dollars pour l'économie américaine. La banque

fédérale américaine, la Fed, va racheter toutes sortes de titres, des bons du Trésor, des obligations émises par les grandes entreprises, en échange de capitaux frais.

La préoccupation de ces dirigeants politiques est d'éviter des faillites en chaîne et de rassurer le système financier sur la solvabilité des entreprises et des banques. L'économie mondiale étant vampirisée par la finance, par ces multiples fonds, qui vendent et achètent sans cesse, un arrêt des remboursements et de la circulation monétaire provoquerait un effondrement du système bancaire. Comme en 2008, les États s'endettent sans limite pour secourir les capitalistes. Même l'Allemagne, qui refusait jusque-là d'avoir un budget en déficit, a lancé un emprunt de 156 milliards d'euros sur les marchés financiers. Flairant l'aubaine, ceux-ci ont fait repartir les taux d'intérêts à la hausse.

Des capitalistes irresponsables

Si les États volent au secours des capitalistes, au



nom de la sauvegarde de l'économie, ils ne leur imposent ni contrepartie, ni contrôle, ni comportement responsable.

Les banquiers et les industriels n'utilisent pas les milliards mis à leur disposition pour payer leurs fournisseurs ou prêter à bas taux aux petites entreprises menacées de faillite. Au contraire ! De grandes entreprises comme Vinci, le Printemps ou la MMA, viennent d'être épinglées par le ministère de l'Économie car elles retardent volontairement le paiement de leurs fournisseurs pour accumuler une trésorerie, alors même qu'elles pourraient emprunter sans

limite. *Le Canard enchaîné* vient aussi de dévoiler comment de grands groupes du Cac 40, LVMH, PSA, Accor, profitent de la chute de leurs actions pour les racheter à bas prix et renforcer ainsi leurs participations. À l'échelle planétaire, les groupes les plus puissants profitent de cette crise pour racheter des concurrents en difficulté.

Chacun dans son domaine se positionne pour être le plus rapide quand la fin du confinement permettra le redémarrage du marché. C'est la raison pour laquelle Airbus, PSA et les autres imposent à certains de leurs salariés de venir travailler malgré

le confinement. Ils veulent éviter des semaines de réglages pour remettre en route leurs installations et ils accumulent des stocks pour fournir le marché dès la reprise.

Contraints de risquer leur vie pour produire coûte que coûte, les travailleurs et les classes populaires paieront doublement la facture de cette crise. Comme en 2008, le remboursement de la dette publique et le redémarrage de l'économie serviront de prétexte pour tenter d'imposer de nouveaux sacrifices, y compris une démolition ultérieure de services publics, comme les hôpitaux.

Xavier Lachau

Guadeloupe et Martinique : des réactions de colère

La Guadeloupe comptait au 24 mars 62 cas de coronavirus hospitalisés, la Martinique 57. Mais il y a certainement beaucoup plus de cas, non dépistés.

La population est confinée, sauf des nombreux travailleurs dits « essentiels » et qui doivent rester en première ligne au risque de leur vie, en fait pour les profits capitalistes

Les retours de croisières, très prisées depuis quelques années par les Antillais et les touristes du monde entier, ont réellement augmenté le nombre de cas.

Lundi 23 mars, en Guadeloupe, le directeur de l'hôpital lui-même, le chef de service de réanimation et la directrice de la Commission médicale d'établissement ont été contrôlés positifs.

Le gouvernement avait choisi un directeur antillais pour mieux faire passer la pilule des mesures d'économie sur la santé. C'est lui qui pendant la longue grève des travailleurs de l'hôpital, il y a plus de six mois, a eu une attitude particulièrement répressive à l'égard des grévistes. Certains sont

en attente de comparution, accusés d'avoir « menacé de mort » une directrice, rien que ça. D'autres sont accusés d'avoir empêché les agents de se rendre à leur travail alors qu'ils tenaient un piquet de grève devant l'hôpital.

Aux Antilles, comme dans tous les hôpitaux de France, les masques, les gants, les blouses, les respirateurs sont en nombre insuffisant.

Mais le plus scandaleux demeure le manque d'eau au robinet dans plusieurs communes et quartiers en Guadeloupe. Comment respecter le premier des gestes barrières qui est celui de se laver très souvent les mains, quand il n'y a pas d'eau ? Cette pénurie n'est pas nouvelle et date de plusieurs années. Mais malgré les promesses de l'État et des élus locaux, cette situation perdure. En réalité, seule une explosion de colère

populaire contraindra les soi-disant autorités à régler enfin ce problème, dans une région de surcroît très fréquemment arrosée par des pluies.

Face à la contagion, des débrayages ou des réactions de colère de travailleurs ont été observés sur les plantations de banane et dans certaines entreprises. Les ouvriers reprochent aux patrons de la banane le manque de sécurité. Les mesures d'hygiène ne sont pas respectées. Sur la plantation Bois debout à Capesterre-Belle-Eau en

Guadeloupe, une centaine d'ouvriers ont arrêté le travail du 16 au 18 mars pour protester. En Martinique, les représentants syndicaux de la CGTM des travailleurs agricoles ont publié un communiqué de protestation.

Aux Abymes, les employés du centre commercial Carrefour-Milenis ont arrêté momentanément le travail le 21 mars après avoir eu connaissance d'une contamination d'un des leurs. La direction la leur avait cachée pendant trois jours. Ils ont exigé que des mesures sanitaires plus

strictes soient prises.

Les préfets et les patrons relaient les pressions faites dans l'Hexagone pour que les travailleurs se rendent à leur travail, y compris dans les secteurs non vitaux. La banane n'est pas un secteur vital, et dans les supermarchés, il doit être possible d'assurer la sécurité des travailleurs.

Aux Antilles comme partout, on ne peut accepter que les travailleurs tombent malades ou meurent, pour que les profits des capitalistes continuent de monter !

Pierre Jean-Christophe

La Réunion : épidémie de hausse des prix

Samedi 21 mars à La Réunion, le magasin Carrefour Quartier Français de Sainte-Suzanne, réservait une mauvaise surprise au passage à la caisse. Les prix des « légumes pays », tant vantés par la classe politique et par le président de la Chambre d'agriculture

(« Consommez local ! ») en cette période de confinement, se sont littéralement envolés en l'espace de quelques jours. Le kilo de tomates produites sous serre affichait ainsi un prix de 3,85 euros, 4,99 euros pour les courgettes, 9,99 euros pour les champignons de Paris produits

localement.

Sans aucune raison particulière, les prix de ces aliments ont augmenté de 50 à 100 % en l'espace d'une semaine. Voilà comment les patrons de la grande distribution rackettent la population !

Correspondant LO